

Actualités IHP 863 : L'aube d'une nouvelle architecture mondiale de la santé ?

(23 janvier 2026)

La lettre d'information hebdomadaire International Health Policies (IHP) est une initiative de l'unité Politique de santé de l'Institut de médecine tropicale d'Anvers, en Belgique.

Chers collègues,

Comme vous l'avez peut-être remarqué, la semaine a été mouvementée (*soupir profond*).

Alors que Tedros participait à une [discussion](#) - sans doute importante - [sur « l'avènement d'une nouvelle architecture mondiale de la santé »](#) lors de la [réunion annuelle du Forum économique mondial à Davos](#) (voir la [photo des participants](#)), [l'avènement d'un nouvel ordre \(ou désordre\) mondial](#) était pleinement visible. Tout comme [l'avènement d'un nouveau Davos](#), qui semble encore pire que le précédent. Vous trouverez beaucoup plus d'informations sur Davos dans cette newsletter (*principalement sous l'angle de la santé mondiale et planétaire, et du développement/de la fiscalité*).

Alors que [les réformateurs de la santé mondiale visent](#) audacieusement « à faire un bond là où personne n'a jamais fait de bond auparavant », j'espère toujours qu'ils [entameront la réforme vers un nouvel écosystème mondial de la santé](#) à partir d'une évaluation plutôt simple, plutôt que de l'enterrer quelque part dans l'avant-dernier paragraphe. C'est-à-dire [celle](#) qu'[Oxfam propose](#) chaque année, [avant Davos](#). Quelques [statistiques](#) révélatrices tirées du rapport de cette année : les 12 milliardaires les plus riches possèdent désormais plus de richesses que la moitié de la population mondiale (4 milliards de personnes). Et « [la richesse des milliardaires croît trois fois plus vite que jamais auparavant](#) ». L'édition 2026 était également accompagnée d'un nouveau « [ticker milliardaire](#) » sophistiqué (*les milliardaires gagnent 80 700 dollars par seconde...*).

Dans le Guardian, Monbiot a planté le décor avant Davos de manière similaire : [« À la racine de tous nos problèmes se trouve une parodie : la capitulation des politiciens devant les super-riches »](#). C'est peut-être un peu exagéré, mais seulement un peu. J'aimerais que [les « observateurs de tendances »](#) mondiaux influents dans le domaine de la santé, comme [Carsten Schicker \(PDG de WHS\)](#), comprennent également cela, soit dit en passant.

Chaque année, le rapport d'Oxfam va dans le même sens, mais jusqu'à présent, rien n'a vraiment changé, si ce n'est que le monde est clairement dans un état bien pire qu'au moment où ils ont commencé à le faire. Il y a peut-être une petite lueur d'espérance : l'énorme influence politique des milliardaires, thème central du rapport de cette année, est désormais évidente pour presque tout le monde.

Ainsi, maintenant que le « capitalisme [des parties prenantes](#) » de Schwab et sa vision de Davos comme [« conscience du capitalisme mondial »](#) sont [bel et bien morts](#) (après avoir été des « *fausses nouvelles* » pendant des décennies), j'espère que les nombreuses « [parties prenantes](#) » mondiales dans le domaine de la santé finiront elles aussi par relier certains points. Un peu comme les

dirigeants européens et occidentaux ont « pris conscience » à Davos en début de semaine, **un an après le début du mandat de Trump 2.0**, qu'un changement de cap était peut-être nécessaire (*et espérons que cela dure plus que quelques jours*).

Pendant ce temps, malgré l'un des cinq thèmes abordés à Davos, « **Comment construire la prospérité dans les limites de la planète** », « ... une analyse commandée par l'organisation caritative environnementale Greenpeace avant la réunion, « **Davos in the sky** », a révélé que le nombre de vols en jet privé associés à Davos avait plus que triplé entre les réunions de 2023 et 2025, soulignant l'impact climatique de cette fête annuelle... ». Tout cela alors que le monde entre dans une nouvelle ère de « faillite mondiale de l'eau », entre autres.

À Tedros, Nishtar & co - avant que le monde ne se transforme complètement en « **La Planète des singes : L'Affrontement** ». Ou plutôt, peut-être avons-nous besoin d'un « **César** » mondial de la santé pour diriger un mouvement mondial de citoyens qui croient encore que les êtres humains sont meilleurs que ce que nous avons vu récemment à la Maison Blanche avec Néron ? Un tel « César » **se concentrerait** sans aucun doute **sur les injustices flagrantes mises en évidence dans les rapports annuels d'Oxfam**. Il y a fort à parier que de nombreux « singes » précaires seraient prêts à le suivre (*que César porte ou non des lunettes à la Top Gun*). Alors, enfin, le monde sentirait l'odeur de « L'aube d'une nouvelle architecture mondiale de la santé ».

PS : parmi les **publications** de cette semaine, ne manquez pas le nouveau rapport **de la Commission Lancet** intitulé « [A Citizen-Centred Health System for India](#) » (Un système de santé centré sur les citoyens pour l'Inde), lancé cette semaine à Delhi.

Bonne lecture.

Kristof Decoster

Article vedette

Il est temps de donner plus d'importance au typhus des broussailles dans l'agenda de santé publique

Dr Vasundhara Rangaswamy (médecin de santé publique, généraliste et professionnelle de laboratoire), **Dr Sebin George Abraham** (pédiatre au département de médecine communautaire du Christian Medical College, Vellore) & **Dr Yogesh Jain** (pédiatre et médecin de santé publique)

Le typhus des broussailles (ST) reste une maladie vectorielle négligée qui touche chaque année des millions de personnes dans le monde. Bien qu'il s'agisse d'une maladie à transmission vectorielle avec une large couverture géographique, une morbidité importante et un taux de létalité élevé, elle ne figure étonnamment pas encore sur la liste des maladies à transmission vectorielle (VBD) de l'OMS. Dans cet article, nous expliquons pourquoi le typhus des broussailles doit figurer sur la liste VBD de l'OMS et pourquoi il doit être déclaré obligatoire, en particulier en Inde.

Le typhus des broussailles : la situation dans le triangle de Tsutsugamush et en Inde

Pour ceux d'entre vous qui ne connaissent pas le typhus des broussailles, voici quelques informations générales.

Le ST menace [un milliard de personnes dans le monde et rend malade un million de personnes chaque année](#). Il peut évoluer en quelques jours d'une fièvre légère à une défaillance multiviscérale grave, voire mortelle. Sans traitement approprié, [son taux de létalité peut atteindre 70 %](#).

La bactérie responsable du typhus des broussailles (*Orientia tsutsugamushi*) est transmise à l'homme par la piqûre de la larve de l'acarien *Trombiculid*, un vecteur dont le réservoir animal est très bien adapté à différentes zones géographiques. Le typhus des broussailles est largement répandu dans la région Asie-Pacifique, en particulier dans le [triangle de Tsutsugamushi](#), une zone comprenant le Pakistan au nord-ouest, le Japon au nord-est et l'au nord de l'Australie au sud. Cependant, des cas ont également été observés en dehors du tristement célèbre triangle de Tsutsugamushi. La [nature spatio-temporelle changeante du vecteur](#) en relation avec le changement climatique et la mobilité croissante des humains sont d'autres raisons d'être vigilant à son égard.

Il s'agit d'une [maladie à déclaration obligatoire en](#) Chine, au Japon, en Corée du Sud, en Thaïlande et à Taïwan. Notre propre pays, l'Inde, bien qu'endémique pour le ST, n'a toutefois pas encore officialisé sa déclaration...

- Pour lire l'article complet, consultez IHP : [Il est temps de donner plus d'importance au typhus des broussailles dans l'agenda de santé publique](#)

Faits marquants de la semaine

Aperçu des points forts de la structure

- Reprise de la quatrième réunion du groupe de travail intergouvernemental sur l'accord de l'OMS sur les pandémies (20-22 janvier) (concernant le PABS)
- Plus d'informations sur le PPPR et le GHS
- Préparation de la réunion du Conseil exécutif de l'OMS (2-7 février, Genève)
- Davos (19-23 janvier) : analyse globale et rapports
- Davos et la « santé mondiale »
- Repenser la santé mondiale, le développement et la coopération internationale...
- Accords bilatéraux en matière de santé entre les États-Unis et les pays africains et l'AFGHS
- Plus d'informations sur la gouvernance et le financement/le financement de la santé mondiale
- Couverture sanitaire universelle et soins de santé primaires
- Commission Lancet - Un système de santé centré sur le citoyen pour l'Inde
- Trump 2.0
- NCDS
- Déterminants commerciaux de la santé
- Décoloniser la santé mondiale

- Accès aux médicaments, vaccins et autres technologies de santé
- Santé planétaire
- Ressources humaines pour la santé
- Droits sexuels et reproductifs
- Plus de rapports et d'articles
- Divers

Reprise de la quatrième réunion du Groupe de travail intergouvernemental (IGWG) sur l'accord de l'OMS relatif aux pandémies (20-22 janvier) (concernant le PABS)

La reprise de la quatrième réunion du Groupe de travail intergouvernemental (IGWG) sur l'accord de l'OMS relatif à la pandémie s'est déroulée sous forme hybride **du 20 au 22 janvier 2026**.

Pour obtenir des informations actualisées sur ce cycle, nous vous renvoyons à la couverture/analyse de Geneva Health Files, HPW, etc. (probablement plus tard dans la journée).

Vous trouverez ci-dessous quelques articles publiés en début de semaine (notamment sur l'ouverture).

HPW - Les États membres de l'OMS exhortés à ne pas politiser la santé publique alors que les négociations sur l'accès aux agents pathogènes reprennent

<https://healthpolicy-watch.news/who-member-states-urged-not-to-politicise-public-health-as-pathogen-access-talks-resume/>

À propos de l'ouverture. « **Les négociations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) sur le premier système mondial d'accès aux agents pathogènes et de partage des avantages (PABS) ont repris mardi à Genève, alors qu'il ne reste plus que deux semaines de négociations officielles avant la date limite fixée au mois de mai.** »

« Symboliquement, les pourparlers de cette semaine ont repris un an jour pour jour après l'annonce par le président américain Donald Trump que son pays ne ferait plus partie de l'OMS, et dans un contexte marqué par une vague d'accords bilatéraux entre les États-Unis et des pays africains qui échangent une aide sanitaire contre l'accès à des informations sur les agents pathogènes, ce qui remet directement en cause le système PABS en cours de négociation. **Au cours des trois prochains jours, les États membres de l'OMS tiendront une série de discussions informelles et formelles axées principalement sur la portée et les objectifs du système PABS, l'utilisation des termes et les questions de gouvernance.** »

Le Dr Chikwe Ihekweazu, sous-directeur général de l'OMS chargé des urgences sanitaires, a déclaré mardi, en ouverture de la réunion, que les négociations étaient une priorité pour l'OMS. « **Dans un monde toujours divisé, nous sommes les gardiens de la santé publique et nous devons la protéger de la politisation** », a déclaré M. Ihekweazu. « L'avenir du multilatéralisme dépend des discussions que vous aurez dans cette salle au cours des prochains mois. Que la détermination qui vous a

conduits à adopter l'accord [sur les pandémies] vous permette de mener à bien cette semaine. »... Tout en reconnaissant que des divergences de vues étaient encore manifestes lors des réunions informelles tenues ces dernières semaines, « je constate de nombreux progrès positifs dont nous pouvons être très fiers », a-t-il ajouté...

Geneva Health Files - Le chiffre manquant : le prix de la sécurité juridique et le coût de la conformité pour le système d'accès aux agents pathogènes et de partage des avantages

Par Vineeth Penmetsa ; [Geneva Health Files](#) ; (analyse à lire absolument)

« L'estimation de la valeur des informations sur les agents pathogènes est un exercice que les États membres de l'OMS doivent mener rapidement dans le cadre des négociations en cours sur un nouveau système d'accès aux agents pathogènes et de partage des avantages pour la santé mondiale. En outre, ils doivent également, le plus tôt possible, chiffrer le prix de la sécurité juridique qu'un tel mécanisme promet aux fabricants. En termes simples, quelle contribution l'industrie pharmaceutique et les autres utilisateurs de ces informations pourraient-ils s'engager à apporter en échange d'un système fondé sur des règles qui régira l'accès à l'information, le partage des avantages découlant de l'utilisation de ces informations... » Ces considérations revêtent un caractère d'urgence compte tenu de la vague d'accords bilatéraux mis en place par les États-Unis, qui assimilent l'accès aux informations biologiques à une aide, une transaction trop simpliste pour le système multiforme que le mécanisme PABS est censé être.

« ... La question que les pays doivent négocier est de savoir quel prix serait juste pour eux d'accepter en échange de l'abandon de leur influence sur leurs ressources génétiques ? La stratégie bilatérale des États-Unis rend cette question de plus en plus urgente et potentiellement sans objet. Si un nombre suffisant de pays cèdent leurs agents pathogènes dans le cadre d'accords bilatéraux, le système multilatéral PABS en cours de négociation à Genève pourrait devenir caduc. Il est donc important de comprendre et de cartographier la valeur des informations sur les agents pathogènes. En outre, il est également important d'évaluer le prix que l'industrie est prête à payer pour la « sécurité juridique » – une conséquence si le système PABS est désigné comme un instrument international spécialisé (SII). Cela signifierait que les entreprises n'auraient pas autant d'obligations supplémentaires à respecter en matière d'accès et de partage des avantages en vertu des accords internationaux et bilatéraux précédents... »

« **Ce que l'industrie souhaite réellement** : en mars 2024, l'ancien directeur général de l'IFPMA, Thomas Cueni, s'est montré honnête : « L'avantage de signer cet accord est que vous auriez la certitude juridique de ne pas enfreindre l'article 4 du Protocole de Nagoya... ... Il semble que la proposition de valeur fondamentale ne soit pas seulement une R&D plus rapide ou un meilleur accès aux agents pathogènes, mais aussi une certitude juridique... ... Si le PABS finit par obtenir le soutien et le consensus des États membres et est reconnu comme un « instrument international spécialisé » au titre de l'article 4(4) du Protocole de Nagoya, les entreprises participantes pourraient être exemptées de ces [104] régimes nationaux. C'est ce que l'on attend. Un cadre multilatéral au lieu d'une centaine de négociations bilatérales. C'est là l'enjeu. » « ... L'industrie connaît la valeur de l'exemption des 104 régimes nationaux d'APA – c'est pourquoi elle s'est engagée dans ces négociations. Mais cette « valeur » n'est pas encore publique. Et avec la multiplication des accords bilatéraux, cela n'est peut-être pas nécessaire. Pourquoi payer pour une sécurité juridique multilatérale alors que l'on peut obtenir l'accès aux agents pathogènes grâce à des accords bilatéraux qui n'exigent pratiquement rien en retour ?... ... Il ne fait aucun doute que la sécurité

juridique est le prix à payer pour le monde développé et son industrie, comme l'ont souligné de nombreuses propositions. La question qui doit être clarifiée bien avant mai 2026 est de savoir *quelle est la valeur de ce prix. Et si le prix proposé s'en approche. »*

En savoir plus sur le PPPR et le GHS

Africa CDC - Levée de l'état d'urgence sanitaire continentale (PHECS) pour le virus Mpo

<https://africacdc.org/news-item/lifting-of-mpox-as-a-public-health-emergency-of-continental-security-phecs/>

(22 janvier). « **L'Afrique a officiellement levé l'état d'urgence sanitaire continentale pour le Mpo**, conformément aux recommandations du groupe consultatif d'urgence de l'Africa CDC... »

Avec un aperçu de la réponse apportée par l'Africa CDC et ses partenaires, ainsi que quelques informations sur la prochaine étape.

CDC Afrique - Les discussions font progresser la collaboration entre le CDC Afrique et l'UE en matière de sécurité sanitaire

<https://africacdc.org/wp-content/uploads/2026/01/Weekly-Bulletin-18-Jan-2026-ENG.pdf>

« **Les discussions entre l'Africa CDC et la Commission européenne ont marqué une étape importante dans le renforcement de la collaboration en matière de sécurité sanitaire mondiale et de partenariats durables.** Cette rencontre a réuni les hauts responsables de l'Africa CDC, dirigés par le Dr Kaseya, et M. Martin Seychell, directeur général adjoint de la Direction générale des partenariats internationaux (DG INTPA). Les discussions ont porté sur l'approfondissement de la coopération afin de soutenir des systèmes de santé résilients, d'améliorer la préparation à l'épidémie et de coordonner les réponses aux menaces pour la santé publique, en s'appuyant sur les engagements communs de l'Afrique et de l'UE. Une **session de co-création, axée sur la nouvelle initiative pour la résilience sanitaire mondiale récemment annoncée par le président de la Commission européenne**, a fait partie de cette **rencontre**. Les deux parties ont exploré les possibilités d'alignement stratégique et de mise en œuvre conjointe afin de garantir que l'initiative produise des résultats concrets et mesurables, en particulier sur le continent africain.

Préparation de la réunion du Conseil exécutif de l'OMS (2-7 février, Genève)

GHF – EXCLUSIF : Financement et gouvernance d'une Organisation mondiale de la santé restructurée : introduction à la 158e réunion du Conseil exécutif

[Geneva Health Files](https://www.genevahealthfiles.org/) ;

Guide à lire absolument.

« L'OMS appelle à un processus multipartite et interinstitutionnel pour réformer l'architecture sanitaire mondiale. Dans cette édition de plus de 4 000 mots, nous vous proposons un guide sur ce qui va se passer lors de la réunion du Conseil exécutif de l'OMS au début du mois prochain. L'objectif est de présenter les éléments les plus importants en matière de gouvernance, de financement et de stratégie qui seront examinés lors de cet événement annuel majeur du calendrier sanitaire mondial à Genève. »

« L'OMS prévoit d'organiser « un processus global et conjoint qui rassemble les discussions actuelles sur la réforme de l'architecture sanitaire mondiale et les propositions de l'UN80 ayant des implications potentielles pour la santé mondiale ». Elle suggère un processus multipartite et interinstitutionnel similaire à l'ACT-Accelerator pendant la COVID-19, et propose de « consulter » les pays à ce sujet... »

Patnaik s'attarde sur : les questions de personnel et la restructuration de l'OMS ; la réforme de l'OMS et de l'UN80 ; les États-Unis et l'Argentine ; les situations d'urgence...

Également, dans la partie II, sur le financement. « La quarante-troisième réunion du Comité du programme, du budget et de l'administration du Conseil exécutif se tiendra la semaine prochaine, du 28 au 30 janvier 2026. Elle examinera la réforme de la gouvernance menée par les États membres ; le calendrier de proposition des résolutions et des décisions ; le plan de mise en œuvre de la réforme par le secrétariat ; les mécanismes de recouvrement des coûts pour les contributions volontaires ; le processus de traitement et d'enquête sur les allégations potentielles à l'encontre des directeurs généraux de l'OMS, entre autres points à l'ordre du jour... ».

Enfin, elle énumère quelques résolutions attendues.

Davos (19-23 janvier) : analyse générale et rapports

Devex (Opinion) - Davos après Schwab : un nouveau leadership peut-il restaurer la confiance ou simplement redorer l'image du club ?

B Dektar ; <https://www.devex.com/news/davos-post-schwab-can-new-leadership-restore-trust-or-just-rebrand-the-club-111723>

« Le départ du fondateur du Forum économique mondial et l'avènement d'une nouvelle ère avec des coprésidents issus de Wall Street annoncent un Davos moins ancré dans les grandes visions, et les groupes de développement devraient s'y préparer en conséquence. »

Cela équivaut à « ... une réinitialisation fondamentale pour une institution qui s'est longtemps positionnée comme la conscience du capitalisme mondial... ». « La véritable histoire est le changement de pouvoir qui se cache derrière le rideau — et cela a beaucoup plus d'importance pour le développement international que ne le suggère l'image de la station de ski. Devex a relaté cette tension, se demandant si Davos « teste les limites » dans un monde de pouvoir, de profit et d'inégalité... ».

« ... La nouvelle structure de direction reflète un tournant. Larry Fink, président-directeur général de BlackRock, et André Hoffmann, vice-président de Roche, occupent désormais les fonctions de coprésidents par intérim. Schwab a popularisé des concepts tels que le « capitalisme des parties prenantes » et la « quatrième révolution industrielle ». Fink et Hoffmann représentent quelque chose de différent : le pragmatisme discipliné de la finance mondiale et de l'industrie pharmaceutique. La nomination de Fink est significative compte tenu de l'influence de BlackRock sur les investissements environnementaux, sociaux et de gouvernance, ou ESG. Mais **sa présence indique que Davos pourrait se tourner vers le langage des marchés plutôt que vers les discours de solidarité mondiale**. Dans leur déclaration commune, les deux dirigeants ont mis l'accent sur « une croissance durable à long terme pour tous, dans les limites de la planète » — des sentiments bienvenus qui nécessiteront plus que des discours bien ficelés pour se concrétiser... ».

« ... Les antécédents des coprésidents indiquent les domaines d'intérêt potentiels : M. Fink a fait du financement climatique un élément central de la stratégie de BlackRock, tandis que M. Hoffmann défend systématiquement la durabilité. De nouveaux débouchés pourraient voir le jour pour les organisations de développement qui travaillent sur l'adaptation au climat et la finance verte. ... Le risque est la marginalisation. À mesure que le forum se stabilise, il pourrait donner la priorité aux préoccupations des entreprises membres plutôt qu'aux discussions plus complexes sur les inégalités et la réforme systémique... »

Geneva Solutions - Davos dévoile un monde dérivant vers un capitalisme prédateur

A Bassin ; <https://genevasolutions.news/sustainable-business-finance/davos-lays-bare-a-world-drifting-towards-predatory-capitalism>

« Du capitalisme fondé sur la rareté au techno-féodalisme, le modèle économique actuel s'est éloigné du vernis de durabilité dont le Forum économique mondial s'est paré ces dernières années. »

Rapport d'Oxfam : Résister à la domination des riches - Protéger la liberté contre le pouvoir des milliardaires

https://oi-files-d8-prod.s3.eu-west-2.amazonaws.com/s3fs-public/2026-01/EN%20-%20Resisting%20the%20Rule%20of%20the%20Rich_0.pdf

« Oxfam prévient que la richesse mondiale des milliardaires a atteint un niveau record de 18 300 milliards de dollars en 2025, affirmant que la concentration extrême des richesses se traduit de plus en plus par un pouvoir politique incontrôlé. »

Consultez le résumé.

Guardian - L'influence politique « effrontée » des riches mise à nu alors que la fortune des milliardaires atteint 18 300 milliards de dollars, selon Oxfam

<https://www.theguardian.com/global-development/2026/jan/19/brazen-political-influence-rich-laid-bare-wealth-billionaires-inequality-poverty-instability-oxfam>

Couverture du rapport annuel (pré-)Davos d'Oxfam.

« Les gouvernements optent pour l'oligarchie tout en réprimant brutalement les manifestations contre l'austérité et le manque d'emplois, selon un rapport caritatif. »

« **Le monde a vu un nombre record de milliardaires se créer l'année dernière, avec une richesse collective de 18 300 milliards de dollars**, tandis que les efforts mondiaux dans la lutte contre la pauvreté et la faim ont stagné. **L'enquête annuelle d'Oxfam sur les inégalités mondiales** a révélé que le **nombre de milliardaires a dépassé les 3 000 pour la première fois en 2025**. Depuis 2020, leur richesse collective a augmenté de 81 %, soit 8 200 milliards de dollars, ce qui, selon l'organisation caritative, suffirait à éradiquer la pauvreté mondiale 26 fois. **Mais les auteurs ont signalé que la plupart des gouvernements manquaient à leurs obligations envers les citoyens ordinaires en capitulant devant l'influence de plus en plus flagrante des riches.** »

Exemple : au Kenya, « le gouvernement kényan a capitulé devant les riches d'Afrique de l'Est en imposant **des mesures d'austérité dans les domaines de l'éducation et de la santé**, tandis que les entreprises bénéficiaient d'exonérations fiscales... ».

PS : « **Lawson et son coauteur, Harry Bignell, ont déclaré que les riches étaient plus ouverts que jamais à l'idée d'utiliser leur fortune pour exercer une influence politique**, en partie en contrôlant les médias, mais aussi en occupant eux-mêmes des fonctions officielles ou en faisant des dons à des campagnes politiques. Leurs recherches ont estimé que les milliardaires étaient 4 000 fois plus susceptibles qu'une personne ordinaire d'occuper un poste politique, tandis que plus de la moitié des entreprises médiatiques mondiales et neuf des dix principales plateformes de médias sociaux appartiennent à des milliardaires... »

- Connexes – **Guardian : Près de 400 millionnaires et milliardaires réclament une augmentation des impôts pour les super-riches**

« Mark Ruffalo, Brian Eno et Abigail Disney signent une lettre destinée au Forum économique mondial de Davos, affirmant que les riches achètent leur influence politique. »

« **Près de 400 millionnaires et milliardaires de 24 pays appellent les dirigeants mondiaux à augmenter les impôts des super-riches**, alors que l'inquiétude grandit quant au fait que les plus riches de la société achètent une influence politique. Une **lettre ouverte**, publiée à l'occasion du **Forum économique mondial de Davos**, appelle les dirigeants mondiaux participant à la conférence de cette semaine à réduire le fossé qui se creuse entre les super-riches et le reste de la population... »

Guardian – À Davos, les riches parlent des « menaces mondiales ». Voici pourquoi ils restent silencieux sur la plus grande d'entre elles

Ingrid Robeyns ; <https://www.theguardian.com/global/2026/jan/19/davos-rich-global-threat-economic-inequality-wealth>

Le capitalisme néolibéral, en l'occurrence. « Les inégalités économiques sont au cœur de tous les problèmes majeurs de l'humanité, mais les **plus riches refusent de s'attaquer à un système qui leur profite** ».

Robeyns conclut : « ... La réponse à cette question est que les élites réunies à Davos bénéficient du capitalisme néolibéral et ont réussi à répandre une fausse idéologie selon laquelle il s'agit du meilleur système possible pour nous tous. Elles ont tout intérêt à maintenir le système qui leur procure richesse, statut et pouvoir. Une part croissante de la richesse créée sous le capitalisme néolibéral revient aux 1 % les plus riches. Les autres détenteurs de richesses parmi les 10 % les plus riches sont également récompensés pour leur travail à plein temps visant à protéger l'argent au sommet de la pyramide des richesses. Ils le font en travaillant dans ce que les universitaires ont appelé « l'industrie de la défense de la richesse ». C'est ce que nous devons savoir sur l'augmentation des inégalités économiques. Et cela reste largement passé sous silence dans les cercles élitistes. Car si cela était mentionné, les membres de l'élite économique n'auraient alors d'autre choix que d'examiner leurs actifs et leurs portefeuilles et de se poser une question dérangeante : « Suis-je partie prenante du problème ? »

Habib Benzian - Les risques mondiaux, classés par les nantis du monde

[Habib Benzian \(sur Substack\)](#) ;

« Santé, visibilité et rapport sur les risques mondiaux du Forum économique mondial ». Extraits :

« Chaque année, le Rapport sur les risques mondiaux du Forum économique mondial (WEF) propose un classement fiable des dangers auxquels le monde est confronté. Il classe les menaces à court et à long terme, évalue leur probabilité par rapport à leur impact et présente le résultat comme un guide pour la préparation collective. La guerre, les perturbations climatiques, l'utilisation abusive des technologies, la désinformation et la fragmentation économique dominent le haut du classement. La santé apparaît de manière intermittente, généralement sous la forme de pandémies ou d'effondrement des systèmes de santé. »

« L'influence du rapport ne réside pas seulement dans ses conclusions, mais aussi dans son autorité. Il semble technique, complet et neutre. Pourtant, sa caractéristique la plus importante n'est pas ce qu'il classe en tête, mais la façon dont il définit le risque en premier lieu. Dans le Rapport sur les risques mondiaux, le risque n'est pas un préjudice en tant que tel. Il s'agit d'un préjudice qui menace les systèmes auxquels accordent de la valeur ceux qui établissent le classement. Alors que les dirigeants se réunissent cette semaine à Davos pour la réunion annuelle du Forum économique mondial, le Rapport sur les risques mondiaux informe discrètement sur la manière dont le risque est défini et sur les préjudices considérés comme pertinents pour le système... »

« ... La santé est désavantagée par cette logique dès le départ. Lorsque la santé figure dans la hiérarchie du WEF, c'est à titre exceptionnel. Les pandémies sont importantes parce qu'elles perturbent les marchés et la gouvernance. La résistance aux antimicrobiens est importante car elle menace le contrôle futur. Les systèmes de santé sont importants lorsque leur défaillance devient dramatique. Ce qui apparaît rarement, ce sont les conditions qui façonnent la santé de manière discrète et persistante : les maladies chroniques, la douleur, le handicap, les retards dans les soins et l'exposition financière. Ces préjudices sont très répandus. Ils sont mesurables. Ils sont prévisibles. Pourtant, ils ne font pas partie de l'imaginaire dominant en matière de risques... »

« Le Rapport sur les risques mondiaux n'est pas un catalogue de souffrances. Il s'agit d'une cartographie de ce que les élites perçoivent comme des dangers systémiques. Cela devient plus clair lorsque l'on compare le cadre du FEM à d'autres concepts de risques mondiaux issus de l'. L'Organisation mondiale de la santé aborde les risques de manière très différente. Ses listes de menaces sanitaires mondiales ne reposent pas sur la perception des élites, mais sur l'épidémiologie,

la couverture des services et les dommages évitables. Les maladies non transmissibles, la faiblesse des soins de santé primaires, les inégalités et la protection financière occupent une place centrale. Ici, le risque est intrinsèque au bien-être de la population. Il n'est pas nécessaire qu'il y ait perturbation pour qu'il soit pris en compte. ... **Les institutions de développement telles que la Banque mondiale** définissent le risque en termes de capital humain et de croissance à long terme. Les maladies chroniques sont importantes car elles limitent la productivité, la mobilité et les opportunités intergénérationnelles. La préoccupation est cumulative et structurelle, mais reste instrumentale : la santé est visible dans la mesure où elle affecte les trajectoires économiques. ... **Enfin, les travaux de l'Institute for Health Metrics and Evaluation offrent un contrepoint discret mais puissant. Les estimations de la charge mondiale de morbidité ne classent pas du tout les « risques ». Elles classent les dommages.** Année après année, elles montrent que les charges les plus lourdes proviennent de conditions chroniques, prévisibles et inégales plutôt que de crises. Ce qui nuit le plus à la vie n'est pas ce qui alarme les tableaux de bord mondiaux des risques.

Le monde ne manque pas de preuves concernant les atteintes à la santé. Il manque d'accord sur le moment où un préjudice peut être qualifié de risque. ... Pour voir ce que cela laisse de côté, imaginez que vous lisez le Rapport sur les risques mondiaux d'un point de vue différent. Imaginez un classement des risques établi non pas à partir des données de l'enquête de Davos, mais du point de vue d'une personne ayant un revenu faible et incertain... ». Poursuivez votre lecture.

Guardian – Un fonds prévient que la rupture des liens entre les nations les plus puissantes du monde pourrait compromettre ses prévisions économiques

<https://www.theguardian.com/business/2026/jan/19/imf-warns-tariffs-and-geopolitical-tensions-threaten-markets-and-global-growth>

« **Le Fonds monétaire international averti que les tensions géopolitiques croissantes et l'escalade de la guerre tarifaire menée par Donald Trump pourraient nuire à la croissance économique mondiale et déclencher une réaction négative sur les marchés financiers.** Dans une mise à jour alors que Trump menace d'imposer des droits de douane aux alliés de l'OTAN qui s'opposent à ses ambitions au Groenland, le fonds basé à Washington a déclaré qu'une nouvelle flambée des tensions commerciales figurait parmi les plus grands risques pour la croissance mondiale en 2026. ... Alors que les dirigeants mondiaux s'apprêtent à se réunir à Davos, en Suisse, pour le Forum économique mondial annuel – largement considéré comme un moment crucial pour sauver la coopération internationale –, le **FMI a déclaré qu'une rupture des relations entre les nations les plus puissantes du monde aurait des conséquences néfastes.** Exposant les risques dans son **rapport sur les perspectives économiques mondiales (WEO)**, il a déclaré que la reprise des tensions commerciales pourrait faire dérailler ses prévisions en « prolongeant l'incertitude et en pesant plus lourdement sur l'activité »... »

Devex - Davos teste les limites d'un monde marqué par le pouvoir, le profit et les inégalités

<https://www.devex.com/news/davos-tests-the-limits-in-a-world-of-power-profit-and-inequality-111701>

Analyse avant Davos, axée sur le développement. « Alors que les dirigeants mondiaux et les milliardaires se rendent à Davos, l'**augmentation des inégalités et l'effondrement du**

multilatéralisme soulèvent des questions sur la place du développement au Forum économique mondial. »

Quelques extraits :

« ... L'année écoulée a façonné la manière dont l'impact social est discuté, priorisé et financé ; elle a également rendu les réponses humanitaires plus fragiles et les efforts de développement à long terme exposés aux caprices politiques. **Tout cela fait que le Forum économique mondial (FEM) de cette année est moins une célébration de la résolution des problèmes mondiaux par l' e qu'un test de résistance, et soulève des questions quant à savoir si une semaine marquée par le pouvoir, le profit et les négociations laisse encore place au bien social... »**

« ... « **Le développement est en train d'être redéfini, il n'apparaît donc plus à l'ordre du jour de la même manière [que les années précédentes]** », a déclaré **Sasha Kapadia**, directrice d'**ODI Global Advisory**, un cabinet de conseil lié au groupe de réflexion basé à Londres. « Cela ne veut pas dire que le développement va disparaître, mais il ne s'agit plus vraiment d'un exercice collectif. » Cela peut s'expliquer en partie par Trump. ... »

« ... « **C'est un rassemblement très utile pour les personnes qui cherchent à conclure des accords, à façonner des récits, à discuter des biens publics mondiaux et à aborder les questions mondiales** », a déclaré **Rachel Glennerster**, présidente du groupe de réflexion **Center for Global Development**, basé à Washington. « **Même si seulement 5 % des discussions portent sur le développement, cela représente tout de même beaucoup de conversations, et cela reste utile.** » (j'en doute)

« **Malgré ses intentions en matière de développement, le WEF est souvent considéré comme une élite.** Pendant des années, le monde a grimacé à l'idée de l'« homme de Davos », symbole de la classe riche et influente qui se réunit pour diagnostiquer les problèmes mondiaux tout en restant largement épargnée par ceux-ci. Cela a suscité des critiques tant de la droite que de la gauche, a expliqué M. **Lawson d'Oxfam**, mais **aujourd'hui**, a-t-il ajouté, l'idée de la mainmise de l'élite est passée de la caricature au modèle de gouvernance... »

Actualités sur le changement climatique - Le climat à Davos : la sécurité énergétique au cœur des enjeux géopolitiques

<https://www.climatechannews.com/2026/01/20/climate-at-davos-energy-security-in-the-geopolitical-driving-seat/>

« Alors que le changement climatique est une priorité moindre pour les dirigeants lors du Forum économique mondial de cette année, le **contrôle des approvisionnements énergétiques et des minéraux est un sujet brûlant.** »

WEF - Pourquoi il est temps de placer les recommandations scientifiques au cœur de la politique climatique

C A Nobre & J Rockström ; <https://www.weforum.org/stories/2026/01/climate-policy-scientific-roadmap/>

« Le consensus scientifique indique que le réchauffement climatique a atteint le seuil de 1,5 °C, ce qui nécessite de passer immédiatement des engagements à la mise en œuvre d'une élimination rapide et scientifiquement fondée des combustibles fossiles. Un panel scientifique sur la transition énergétique mondiale pourrait fournir une ressource dédiée et réactive afin de doter les décideurs des cadres politiques pragmatiques et fondés sur des preuves dont ils ont besoin. »

« ... **Quatre facteurs déterminants pour la politique climatique** : le niveau que nous atteindrons et notre capacité à revenir en dessous de 1,5 °C dépendent essentiellement des quatre facteurs suivants : 1. La vitesse à laquelle nous atteindrons la neutralité carbone, ce qui nécessite une élimination quasi totale de l'utilisation des combustibles fossiles avant le milieu du siècle et une réduction immédiate des émissions d'au moins 5 % par an. 2. La transformation de l'agriculture et de l'utilisation des terres, qui doivent passer d'une source nette à un puits net de gaz à effet de serre. 3. L'ampleur et le rythme de l'élimination du dioxyde de carbone, qui est essentielle pour faire baisser les températures après le zéro net, mais qui ne peut se substituer à une réduction rapide des émissions. 4. La protection et l'amélioration des puits de carbone naturels dans les écosystèmes terrestres et océaniques. » « Ces étapes, bien qu'elles deviennent plus difficiles à franchir à chaque année de retard, n'ont rien de nouveau. Mais après 10 ans pendant lesquels les pays ont soumis leurs « contributions déterminées au niveau national » (CDN) pour atteindre ces objectifs, nous devons admettre que cela ne suffit tout simplement pas. À l'heure actuelle, si toutes les promesses contenues dans les CDN devaient être mises en œuvre, le monde se dirigerait vers un réchauffement climatique de plus de 2,5 °C.

« ... Nous proposons donc de créer un panel scientifique sur la transition énergétique mondiale (SPGET) afin de soutenir l'élaboration d'une feuille de route concrète susceptible d'assurer la sécurité et la justice. ... Les principales tâches de ce groupe seraient les suivantes : (1) Fournir des étapes de pointe pour les voies d'atténuation (en commençant à l'échelle mondiale et en travaillant à l'échelle nationale) à atteindre afin de « maintenir l'objectif de 1,5 °C à portée de main ». L'accent devrait être mis sur ce qui doit être réalisé, année après année, au cours des 5 à 10 prochaines années. (2) Cartographier et développer les politiques et combinaisons de politiques, les réglementations, les arrangements financiers et les dimensions judiciaires les plus prometteurs qui peuvent soutenir une transition énergétique accélérée loin du danger climatique. »

Euronews - L'utilisation des jets privés pour se rendre à Davos a explosé au cours des trois dernières années. Est-il temps d'instaurer une taxe sur les super-riches ?

<https://www.euronews.com/green/2026/01/19/use-of-private-jets-to-davos-has-soared-in-the-past-three-years-is-it-time-for-a-super-ric>

« L'organisation environnementale Greenpeace a publié une nouvelle analyse des vols en jet privé à destination et en provenance des aéroports de la région de Davos au cours des trois dernières années, avant, pendant et après le Forum économique mondial. Intitulé Davos in the Sky, le rapport constate une « forte augmentation » de l'activité des jets privés, alors que la fréquentation globale du forum est restée globalement stable... » « ... En 2024 et 2025, de nombreux jets privés ont décollé et atterri à Davos plusieurs fois au cours de la même semaine, ce qui, selon Greenpeace, a transformé l'événement en une « plaque tournante pour les jets privés »... » « L'organisation estime qu'environ 70 % des trajets effectués en jet privé auraient pu être réalisés en train en une journée, ou en train et correspondance. »

« ... L'organisation affirme que le **moment est venu d'agir et appelle les gouvernements à limiter les vols de luxe polluants et à taxer les super-riches** « pour les dommages qu'ils causent ». Greenpeace soutient les négociations de la Convention fiscale des Nations unies (UNFCITC) en vue de l'adoption de nouvelles

règles fiscales mondiales d'ici 2027 et **demande instamment l'instauration d'une taxe sur l'aviation de luxe, y compris les jets privés et les vols en première classe et en classe affaires.**

Déclaration commune de la société civile - Déclaration internationale commune contre le Forum économique mondial 2026

<https://weed-online.org/en/274/joint-international-statement-against-the-world-economic-forum-2026>

« La société civile rejette le Forum économique mondial, arguant qu'il renforce le pouvoir des entreprises et des élites, les inégalités et les dommages écologiques. **Cette déclaration commune appelle à plusieurs mesures**, notamment : l'annulation de la dette des pays du Sud, la démocratisation de l'économie et des institutions mondiales, la justice environnementale, les droits des migrants et la création de forums tels que le Forum social mondial comme alternative transformatrice au FEM. »

Project Syndicate - L'histoire passe devant Davos

Mariana Mazzucato ; <https://www.project-syndicate.org/commentary/world-economic-forum-touts-dialogue-denies-reality-by-mariana-mazzucato-2026-01>

« **La réunion du Forum économique mondial à Davos sera marquée par les promesses habituelles** concernant le capitalisme des parties prenantes, les entreprises axées sur des objectifs et le développement durable. Mais **sans conditions contraignantes, sans cadres de responsabilité et sans partage des risques permettant de distinguer les véritables créateurs de valeur des profiteurs, cela restera du théâtre.** »

« ... Cette semaine, Davos sera le théâtre des promesses habituelles sur le capitalisme des parties prenantes, les entreprises axées sur des objectifs et le développement durable. Mais **sans mécanismes concrets – conditions contraignantes, cadres de responsabilité et partage équitable des risques qui distinguent les véritables créateurs de valeur des extracteurs de rente – cela reste du théâtre...** »

« ... Les pays qui prennent au sérieux le développement durable doivent travailler ensemble pour mettre en place des mécanismes de consensus et développer les capacités étatiques nécessaires à la croissance verte. **Cela signifie passer des promesses volontaires à des accords contraignants sur les transferts de technologie, la finance verte et les cadres d'innovation partagés – les fondements d'un nouvel ordre économique au service des personnes et de la planète.**

L'esprit de dialogue n'a aucun sens s'il ne s'accompagne pas de moyens fondamentalement nouveaux de créer de la valeur. **Une véritable réciprocité nécessite de nouveaux contrats qui reflètent une relation public-privé plus symbiotique, avec des conditions contraignantes et un partage des risques et des avantages...** »

Actualités de l'ONU - La faim et les déplacements de population croissants constituent un risque économique grandissant, déclare l'ONU à Davos

<https://news.un.org/en/story/2026/01/1166791>

« Alors que les dirigeants mondiaux se réunissent cette semaine au Forum économique mondial de Davos, les agences des Nations Unies avertissent que **l'augmentation de la faim et des déplacements de population** ne constituent pas seulement des urgences humanitaires, mais aussi des menaces croissantes pour la stabilité économique mondiale... »

« Le Programme alimentaire mondial (PAM) des Nations Unies a signalé qu'environ 318 millions de personnes dans le monde sont actuellement confrontées à une crise alimentaire grave, voire pire, et que des centaines de milliers d'entre elles vivent déjà dans des conditions proches de la famine... **Selon les prévisions actuelles, le financement du PAM représentera un peu moins de la moitié du budget de 13 milliards de dollars nécessaire pour 2026, ce qui permettra à l'agence d'aider environ 110 millions de personnes, soit un tiers des personnes dans le besoin...** « La faim entraîne des déplacements, des conflits et de l'instabilité, qui non seulement menacent des vies, mais perturbent également les marchés dont dépendent les entreprises », a déclaré Rania Dagash-Kamara, directrice exécutive adjointe du PAM chargée des partenariats et de l'innovation. « Le monde ne peut pas construire des marchés stables sur une base de 318 millions de personnes souffrant de la faim. »...

Davos et la « santé mondiale »

GAVI - La paralysie multilatérale nuit à la santé mondiale. Le « minilatéralisme » de Gavi peut nous remettre sur la bonne voie

Sania Nishtar ; <https://www.gavi.org/vaccineswork/multilateral-paralysis-harming-global-health-gavis-minilateralism-can-get-us-back>

« Alors que la collaboration mondiale en matière de santé décline, **l'expérience de l'alliance pour les vaccins Gavi dans la création de coalitions axées sur des missions offre une solution pratique pour maintenir des solutions collectives.** »

« **Le déclin du multilatéralisme** rompt les liens entre les systèmes, les communautés et les gouvernements nécessaires pour relever les défis mondiaux en matière de santé. **L'expérience de l'alliance pour les vaccins Gavi dans la promotion de solutions collectives par le biais de coalitions « minilatérales » axées sur des missions offre une alternative pour aller de l'avant. La collaboration sur des solutions sanitaires de dernier recours pour les populations vulnérables du Sud** est aussi importante que la réforme globale de l'architecture mondiale de la santé. »

- Autres actualités liées à GAVI à Davos : [Gavi annonce de nouveaux partenariats pour accélérer l'innovation et élargir l'accès à la vaccination](#)

« **De nouveaux partenariats avec le secteur privé et des organisations philanthropiques** aideront Gavi à développer l'innovation, à renforcer les soins de santé et à atteindre les communautés mal desservies ; **la collaboration public-privé renforce le modèle d'innovation de Gavi** dans un contexte mondial en pleine mutation en matière de santé... »

FT - Bill Gates et OpenAI soutiennent le déploiement d'une intelligence artificielle d'une valeur de 50 millions de dollars dans les cliniques africaines

<https://www.ft.com/content/94e685da-f41d-4625-8585-768d7f901c35>

(accès restreint) « **La Fondation Gates s'associe à un groupe technologique pour atténuer l'impact de la pénurie chronique de personnel au Rwanda et dans d'autres pays.** »

- Voir aussi [**OpenAI et Bill Gates lancent « Horizon 1000 » pour transformer les soins de santé basés sur l'IA en Afrique**](#)

« **OpenAI et la Fondation Gates se sont associés pour étendre les solutions de santé basées sur l'IA aux pays africains. Le partenariat, baptisé Horizon 1000, vise à mettre en avant les capacités de l'IA dans le secteur de la santé en collaborant avec les dirigeants africains. L'initiative pilote devrait initialement être mise en place au Rwanda... Comme l'a rapporté Reuters, les deux partenaires s'engageront à fournir 50 millions de dollars en financement, en technologie et en assistance technique, dans le but d'atteindre 1 000 cliniques de soins de santé primaires et communautés africaines d'ici 2028. ... Lors de l'annonce de ce projet, M. Gates a déclaré dans un article de blog : « Dans les pays pauvres qui souffrent d'une pénurie énorme de personnel de santé et d'un manque d'infrastructures sanitaires, l'IA peut changer la donne en élargissant l'accès à des soins de qualité. »** »

- Connexes : HPW - [**Gates et OpenAI s'associent pour tester des solutions d'IA aux problèmes de santé en Afrique**](#)

PS : « **Peter Sands, PDG du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, a déclaré au Forum économique mondial que le fonds avait investi 170 millions de dollars au cours des quatre dernières années dans le dépistage de la tuberculose basé sur l'IA.** Il s'agit de l'une des plus importantes applications de l'IA dans le domaine de la santé, et elle a un « impact très significatif », a-t-il ajouté... ».

Avec également des citations de Bill Gates lui-même au WEF.

- Devex Pro – [**Les pays pauvres pourraient dépasser les pays riches dans l'utilisation de l'IA pour la santé**](#)

« C'est ce qu'ont déclaré Bill Gates et Peter Sands lors d'une conversation au Forum économique mondial. »

PS : « Le premier pays à se lancer est le Rwanda, suivi du Kenya, de l'Afrique du Sud et du Nigeria... »

La santé mondiale confrontée à un déficit de 200 milliards de dollars alors que le retrait des États-Unis accentue la pression ; l'IA considérée comme une bouée de sauvetage

<https://www.cnbctv18.com/world/davos-2026-global-health-funding-gap-near-200-bn-as-us-cuts-hit-multilateral-systems-says-shyam-bishen-wef-artificial-intelligence-19823282.htm>

« **Le Forum économique mondial affirme que le système de santé mondial est confronté à un déficit de financement de près de 200 milliards de dollars après que les États-Unis ont réduit leur soutien aux organisations multilatérales. Shyam Bishen (directeur du Centre pour la santé et les**

soins de santé) du FEM a déclaré que les projets liés au système de santé et les efforts de résilience sont affectés. Il a ajouté que **la santé numérique et l'IA pourraient contribuer à réduire le gaspillage et à contrôler la hausse des coûts des soins de santé, qui s'élèvent désormais à 10 000-12 000 milliards de dollars par an dans le monde... »**

« **M. Bishen a déclaré que la Banque mondiale estime à près de 200 milliards de dollars le déficit de financement nécessaire pour mettre en place des systèmes de santé de base mais résilients, capables de répondre à des risques tels que le changement climatique et les futures pandémies.** « Nous en sommes loin », a-t-il déclaré, faisant référence aux niveaux de financement actuels. **M. Bishen a ajouté que le WEF travaille avec le secteur privé pour aider à combler une partie du déficit, en mettant l'accent sur les initiatives de santé numérique... ».**

Selon M. Bishen, environ 20 à 25 % de ces dépenses sont gaspillées en raison d'erreurs de diagnostic, d'une utilisation excessive des tests et des médicaments, de l'inefficacité des hôpitaux et des coûts administratifs.

« **L'IA peut contribuer à réduire ce gaspillage dans le système de santé** », a-t-il déclaré. Il a ajouté que les outils numériques, notamment l'intelligence artificielle (IA) et l'apprentissage automatique, pourraient améliorer l'efficacité et aider à contrôler les coûts, alors même que les gouvernements peinent à augmenter le financement public des soins de santé... »

HPW - Toutes les maladies ne sont pas égales : comment un rapport du Forum économique mondial a discrètement remodelé le programme de lutte contre les MNT

Habib Benzian ; <https://healthpolicy-watch.news/not-all-diseases-are-equal-how-a-world-economic-forum-report-quietly-reshaped-the-ncd-agenda/>

« **Le dernier rapport du Forum économique mondial (FEM) sur la prise en charge précoce des maladies non transmissibles (MNT) ne se contente pas de souligner l'urgence de la situation. Il signale un changement dans les priorités.** Derrière les appels habituels à une action précoce se cache une évolution plus discrète : **une réorganisation des priorités en matière de MNT. Certaines maladies occupent désormais une place centrale dans le programme.** D'autres, tout aussi répandues et graves, sont absentes ou reléguées au second plan. »

« **L'indicateur le plus clair est le traitement réservé par le rapport à la maladie rénale chronique (MRC). La MRC est présentée non pas comme une complication en aval, mais comme une MNT fondamentale, placée au même niveau que les maladies cardiovasculaires, le diabète, le cancer et les maladies respiratoires chroniques.** Aucune justification détaillée n'est fournie. Son inclusion est simplement supposée. La mise en avant de l'IRC était attendue depuis longtemps, mais son inclusion dans le rapport du FEM révèle également comment les catégories de MNT se solidifient. **Les maladies occupent une place centrale non seulement en raison du fardeau qu'elles représentent, mais aussi parce qu'elles s'alignent sur les parcours biomédicaux existants, les modèles de soins spécialisés, la logique des assurances et la gouvernance pharmaceutique.** Vu sous cet angle, le rapport ne traite pas simplement de la nécessité d'agir plus tôt. Il traite des problèmes de santé pour lesquels les institutions mondiales de santé sont structurellement préparées à s'organiser... »

- Pour le **rapport du WEF**, voir « [Agir tôt contre les maladies non transmissibles : un cadre pour la transformation des systèmes de santé](#) » (par S. Bishen et al.)

WEF - Pourquoi nous devons agir maintenant pour lutter contre la résistance aux antimicrobiens

WEF :

« Des modélisations récentes montrent que la RAM pourrait entraîner une perte économique mondiale d'environ 1 700 milliards de dollars d'ici 2050 par rapport à un scénario de statu quo. Plus de 50 organisations ont signé le Pacte de Davos sur la RAM et, alors que les dirigeants se réunissent pour la réunion annuelle 2026 du Forum économique mondial, d'autres sont invitées à se joindre à l'effort collectif pour lutter contre cette menace sanitaire mondiale... »

« Le Conseil mondial pour l'avenir sur la RAM du Forum économique mondial a rédigé le Pacte de Davos sur la RAM, qui a été examiné par le Secrétariat conjoint quadripartite sur la RAM, à la suite de la réunion de haut niveau sur la résistance aux antimicrobiens qui s'est tenue à l'Assemblée générale des Nations unies en septembre 2024. Le Pacte de Davos sur la RAM est une déclaration publique des signataires indiquant qu'ils soutiennent les objectifs du pacte visant à améliorer la réponse à la résistance aux antimicrobiens. Lors de la réunion annuelle 2026 du Forum à Davos, nous sommes heureux d'annoncer que plus de 50 organisations mondiales de premier plan ont soutenu cet appel à l'action... ».

Un nouveau consortium mondial vise à transformer la découverte d'antibiotiques pour lutter contre la crise croissante de la résistance aux antimicrobiens

<https://novonordiskfonden.dk/en/news/new-global-consortium-aims-to-transform-antibiotic-discovery-to-counter-the-growing-amr-crisis/>

« La Fondation Gates, la Fondation Novo Nordisk et Wellcome ont accordé aujourd'hui un total de 60 millions de dollars américains de nouvelles subventions pour les trois prochaines années à des équipes de recherche du monde entier qui explorent de nouvelles approches en matière de découverte d'antibiotiques afin de faire face à la menace croissante de la résistance aux antimicrobiens (RAM). Le Gram-Negative Antibiotic Discovery Innovator (Gr-ADI) sera le premier consortium de ce type, au sein duquel plusieurs bailleurs de fonds et équipes de recherche partageront ouvertement leurs données et leurs connaissances et travailleront collectivement pour accélérer la découverte d'antibiotiques dont le besoin se fait urgentement sentir... »

PS : « Le Gr-ADI est le premier investissement du partenariat mondial de recherche et développement en matière de santé, doté de 300 millions de dollars, lancé par la Fondation Gates, la Fondation Novo Nordisk et Wellcome en 2024... ».

WEF (rapport) - Perspectives d'investissement dans la santé des femmes : 6 % du financement pour près de 50 % de la population – Pas seulement un écart, mais un espace inexploité

WEF :

« La santé des femmes représente une opportunité importante et sous-capitalisée dans le domaine des soins de santé mondiaux. Bien que les femmes et les filles représentent près de la moitié de la population mondiale, la santé des femmes ne représente que 6 % des investissements

privés dans les soins de santé. Les fondamentaux sont solides, mais le financement reste limité et étroitement ciblé, historiquement confiné à la santé reproductive et maternelle. »

« Plus de 25 organisations issues du monde de l'investissement, de l'industrie, de la philanthropie et d'autres secteurs ont apporté leur contribution à ce **rapport complet intitulé « Perspectives d'investissement dans la santé des femmes »**. Élaboré en collaboration avec le **Boston Consulting Group**, il aborde les lacunes critiques dans la compréhension des flux d'investissement dans la santé des femmes, les opportunités de marché et les besoins non satisfaits. Afin de quantifier les flux d'investissement privé dans les soins de santé des femmes au cours des cinq dernières années, le rapport présente **l'indice d'investissement dans la santé des femmes.** »

« Les principaux domaines où les besoins ne sont pas satisfaits et où il existe des opportunités dans le cadre de maladies à forte prévalence et à lourd fardeau qui touchent les femmes de manière unique, différente et disproportionnée, telles que les maladies cardiovasculaires, l'ostéoporose, la ménopause et la maladie d'Alzheimer, ont été négligés. Une analyse récente du **Boston Consulting Group (BCG)** estime que le fait de s'attaquer efficacement à ces quatre domaines thérapeutiques pour les femmes aux États-Unis pourrait débloquer un marché de plus de 100 milliards de dollars d'ici 2030... »

Connexes : [Davos 2026 : l'IA remodèle les soins de santé à grande échelle, mais 70 % des données mondiales sur la santé sous-représentent les femmes, selon Smriti Irani au WEF](#)

« Au cours de la session accréditée « Intelligence for Inclusion : Transforming Women's Health through AI » (L'intelligence au service de l'inclusion : transformer la santé des femmes grâce à l'IA), Mme Irani a déclaré que **près de 70 % des données mondiales sur la santé ne représentent pas suffisamment les femmes, ce qui conduit à des algorithmes biaisés et à des résultats inégaux en matière de santé...** »

WEF (article) - Réinventer les soins de santé : comment améliorer les soins sans augmenter les coûts

<https://www.weforum.org/stories/2026/01/healthcare-increase-care-without-increase-costs/>

À partir du 14 janvier. Parmi les **trois principales lacunes auxquelles sont confrontés les systèmes de santé**, l'une d'entre elles est la suivante : « **les dépenses de santé augmenteront pour atteindre plus de 10 % du PIB d'ici 2030** ».

Entrez dans l'IA :)

Et quelques liens :

- WEF - [Une santé résiliente : une nouvelle frontière d'investissement](#). Le WEF lance un nouveau programme de travail sur « l'investissement dans une santé résiliente ».
- WEF - [Une référence pour l'action : suivre les progrès vers une production régionalisée de vaccins](#) (par F Kristensen, directeur général du RVMC (**Regionalized Vaccine Manufacturing Collaborative**)).

- CEPI – [La CEPI soutient la mise à jour du vaccin contre le virus Ebola Zaïre, qui vise à améliorer l'accessibilité et le caractère abordable du vaccin.](#)

« Un vaccin utilisé pour aider à protéger contre *le virus Ebola Zaïre*, l'une des maladies infectieuses les plus graves au monde, pourrait devenir plus abordable et plus facile à déployer dans les milieux à faibles ressources grâce à une **nouvelle collaboration entre la CEPI et MSD**. Soutenu par un financement de la CEPI pouvant atteindre 30 millions de dollars, **MSD s'appuiera sur Hilleman Laboratories, une coentreprise de MSD et Wellcome**, pour développer un vaccin contre Ebola avec un processus de fabrication actualisé, conçu pour rendre le vaccin plus abordable et plus accessible aux pays à faible et moyen revenu. ... »
- [Un document du Forum économique mondial positionne Abu Dhabi comme pionnier mondial dans le domaine des systèmes de santé intelligents](#)

Repenser la santé mondiale, le développement et la coopération internationale...

Lancet (Commentaire) – Quatre changements de paradigme pour définir un programme de réformes mondiales en matière de santé

A Nordström, H Clark, P Piot, Yik-Ying Teo et al ;

[https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736\(25\)02634-0/abstract](https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736(25)02634-0/abstract)

« **Nous suggérons quatre changements de paradigme** et proposons qu'ils servent de cadre général pour guider la réflexion collective et, par la suite, mener des actions politiques concertées et obtenir des réformes et des résultats concrets en matière de santé... »

« **Le premier changement consiste à reconnaître les changements fondamentaux dans la charge mondiale de morbidité et dans la démographie.** Des menaces telles que le paludisme, la tuberculose et le sida ont dominé l'ère des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) (2000-2015), tandis que les maladies non transmissibles et les troubles de santé mentale sont désormais les principales causes de décès dans de nombreux pays à faible revenu comme dans les pays à revenu élevé... »

« **Le deuxième changement** concerne le **recentrage du pouvoir**, qui passe de Genève en Suisse et de New York et Washington aux États-Unis vers les pays et les régions, donnant naissance à un **monde de plus en plus multipolaire**. Par exemple, les centres régionaux de contrôle et de prévention des maladies sont des pôles de plus en plus importants pour l'achat de contre-mesures médicales et la coordination des efforts de santé publique... »

« ... **Le troisième changement** fait référence à la pression croissante en faveur de la modernisation du paysage des institutions mondiales de santé... » « ... **Le quatrième changement** est lié à la baisse de l'importance relative de l'aide au développement, associée à l'engagement croissant des pays à augmenter le financement national de la santé... »

Et ils concluent : « ... la dynamique visant à mettre en place un écosystème international plus adapté à ses objectifs est la lueur d'espoir dans cette période autrement sombre pour la santé mondiale. »

- Fil de discussion connexe sur Bluesky (par Andrew Harmer) :

« *J'espère que quelqu'un effectue une analyse épistémique communautaire de l'exercice actuel de réimagination de la santé mondiale. Il est insensé de voir comment les mêmes personnes (Helen Clarke, Peter Piot, etc.) et leurs amis tentent d'imposer leurs opinions « de haut en bas » à tout le monde. »*

« *C'est comme s'ils ne comprenaient absolument pas l'importance des processus décisionnels ascendants. Nous voulons un monde meilleur, je le comprends. Mais essayez de demander aux autres ce qu'ils veulent dans le cadre d'une série d'échanges inclusifs. NE continuez PAS à nous dire ce que VOUS pensez que nous voulons. » Mais si vous insistez pour adopter votre approche descendante « nous pensons », alors veuillez la fonder sur une réalité qui inclut l'économie capitaliste mondiale. Tout ce qui se passe dans le domaine de la santé mondiale est lié à cela, alors cessez de traiter la santé comme si elle existait dans le vide. La souveraineté nationale, le régionalisme, l'équité, la co-création, l'autonomie ne vont PAS se produire simplement parce que la santé mondiale traverse une petite crise. Quiconque lit le GHS America First doit sûrement voir ce qui se passe réellement, n'est-ce pas ?*

Je lis des articles comme celui-ci et je grimace d'abord parce que ce sont les mêmes idées répétées par les mêmes personnes, puis je ris parce que ce qu'ils écrivent est tellement naïf, et enfin je pleure parce que je vois l'histoire se répéter. A-t-il déjà été ainsi ? Oui. www.thelancet.com/journals/lan... »

Lancet (Point de vue) – Progrès mondiaux en matière de santé : un appel urgent à l'action

S Nishtar ; [https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736\(25\)02514-0/fulltext](https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736(25)02514-0/fulltext)

Cf. **tweet de Nishtar** : « Dans mon point de vue, publié aujourd'hui dans @TheLancet, j'aborde cette question et je présente un cadre pour la réforme de la santé mondiale qui se concentre sur les pays, et non sur les institutions. »

« **La crise sanitaire mondiale actuelle offre une occasion unique de transformer et de réformer l'architecture fragmentée de la santé mondiale. Cet article lance un appel urgent à une action coordonnée – un bond en avant pour la santé mondiale – et exhorte toutes les parties prenantes à s'unir autour d'un champ d'action commun, d'objectifs et de principes clairs et d'un processus de changement transformateur. ... »**

« ... Toutes les parties prenantes de cette architecture – gouvernements, donateurs, société civile, universités, groupes de réflexion, secteur privé et initiatives mondiales et régionales en matière de santé – devraient donc s'aligner sur une approche beaucoup plus audacieuse, **un bond en avant pour la santé mondiale, afin de réformer de toute urgence l'architecture mondiale de la santé**. Cette approche devrait s'appuyer sur un consensus autour des questions fondamentales suivantes : quel est le champ d'application ? Quel est l'objectif global ? **Quels principes et processus guideront**

la réforme, et quelles parties prenantes peuvent nous mener vers un bond en avant mondial en matière de santé ?... »

Quelques messages clés : « ... Il est urgent d'utiliser la crise sanitaire mondiale actuelle comme catalyseur d'une réforme stratégique de l'écosystème mondial de la santé, toutes les parties prenantes s'accordant sur le champ d'application, les objectifs et le processus de réforme. • **L'objectif de la réforme devrait être de repenser le rôle de chaque institution et de se concentrer sur quatre priorités : générer des biens publics mondiaux, permettre un impact positif à grande échelle, fusionner les opérations au dernier kilomètre et renforcer le soutien aux contextes fragiles.** • La transformation de Gavi, l'Alliance du vaccin (le Gavi Leap) a été élaborée dans le contexte d'un changement profond de l'architecture mondiale de la santé. **Les quatre principes du Gavi Leap peuvent inspirer un bond en avant plus large dans le domaine de la santé mondiale.** • Un groupe d'experts, coordonné par l'OMS, soutenu par tous les pays, dirigé par les chefs d'État des pays donateurs et des pays mettant en œuvre les programmes, et appuyé par un comité technique, pourrait mener à bien la restructuration et simplifier l'architecture mondiale et régionale de la santé. Les unités de soutien aux pays et un comité permanent composé des responsables des agences de santé devraient ensuite être institutionnalisés. • **La fonction de biens mondiaux du futur écosystème mondial de la santé devrait être financée de manière durable et prévisible à l'avenir**, tandis que des plans de transition échelonnés devraient être mis en place pour les pays tant qu'il existe un déficit entre l'aide publique au développement des donateurs et les ressources nationales. **Un mécanisme distinct devrait être mis en place pour les situations fragiles et humanitaires... ».**

- Voir également le **communiqué de presse de GAVI** – [La PDG de Gavi appelle à un bond en avant en matière de santé mondiale](#)

« La PDG de Gavi, le Dr Sania Nishtar, expose dans *The Lancet* un cadre pour une réforme radicale des institutions mondiales de santé. **Les institutions mondiales de santé devraient fusionner leurs opérations dans les pays afin de se concentrer sur la production de biens publics mondiaux, l'amplification de leur impact et le soutien aux contextes les plus fragiles**, écrit le Dr Nishtar. Dr Sania Nishtar : « Nous devons nous éloigner des réformes fragmentaires et imaginer un nouveau système qui place les besoins des pays, et non les institutions elles-mêmes, au centre de ses préoccupations. »

ÉCOUTER les rapports des OSC

<https://hearcso.org/hearcsoreports/>

Consultez certains rapports (par région). Résumés régionaux. Et également une synthèse (voir ci-dessous).

[Synthèse](#) des consultations HEAR CSO janvier 2026.

(entre autres, jetez un œil aux **mythes et métaphores**, qui reflètent la manière dont les participants appréhendent le changement, non seulement en termes techniques ou politiques, mais aussi en termes **d'évolution du sens, de l'identité et du pouvoir**). Et « **vers des principes pour les processus et les résultats de la réforme de l'architecture de la santé mondiale** ».

Economist Impact - De la crise à la résilience : cinq changements mondiaux à surveiller en matière de santé en 2026

Carsten Schicker (directeur général, World Health Summit) ; <https://impact.economist.com/health-society/from-crisis-to-resilience-five-global-health-shifts-to-watch-in-2026>

« Après une année de turbulences dans le domaine de la santé mondiale et du développement en général, nous nous tournons vers l'année à venir. Voici les cinq tendances à surveiller en 2026. »

« À travers ces cinq tendances, un message est constant : l'impératif de renforcer la résilience alors que les systèmes sont mis à l'épreuve par des crises géopolitiques, économiques, climatiques et sociales. »

L'une des cinq tendances : « ... Une nouvelle ère de collaboration entre les secteurs public et privé »

PS : « Sous le thème « De la crise à la résilience : innover pour la santé », nos prochaines étapes en 2026 seront la réunion régionale du WHS à Nairobi, au Kenya, en avril, et le Sommet mondial de la santé annuel à Berlin, en Allemagne, en octobre. »

Devex - L'ancien modèle d'aide est révolu. Se profile désormais la question de savoir par quoi le remplacer.

Raj Kumar ; <https://www.devex.com/news/the-old-aid-model-is-dead-now-comes-the-fight-over-what-replaces-it-111648>

Lecture recommandée « Avec l'effondrement de l'aide étrangère traditionnelle, 2026 sera une année de questions difficiles - et de remise en question profonde - pour la communauté mondiale du développement. » (ps : « recommandé » ne signifie pas que nous approuvons certains des arguments avancés par Kumar)

« ... Avec la baisse des niveaux d'aide, il est clair que l'avenir du développement mondial ne reposera plus principalement sur l'aide bilatérale. Alors que nous passons d'un modèle d'aide à un modèle d'investissement, cette nouvelle ère sera davantage façonnée par les institutions financières de développement, les banques multilatérales de développement, les capitaux privés et la philanthropie... ». « ... L'IA est en train de redessiner le paysage du développement... ».

« L'heure de la philanthropie a sonné : ... » Mais pris ensemble, les milliardaires d'aujourd'hui détiennent 16 000 milliards de dollars de richesse, et certains commencent à donner à hauteur des gouvernements... « Il y a plus de 3 000 milliardaires dans le monde. La richesse des plus fortunés augmente rapidement et, en particulier avec la révolution de l'IA en cours, une douzaine d'individus disposent d'une fortune suffisante pour égaler les dons annuels de Bill Gates, mais ne font actuellement que des dons marginaux. C'est pourquoi, en 2026, il ne sera tout simplement plus vrai de dire que la philanthropie des milliardaires ne peut rivaliser avec les gouvernements. Elle rivalisera à l'échelle de l'APD et continuera de croître... Le défi consiste à accélérer les dons des milliardaires à un rythme qui corresponde aux besoins urgents du monde et à orienter ces dons vers des approches fondées sur des données probantes. Même avec la croissance considérable de la philanthropie, seuls 10 % des milliardaires ont signé le Giving Pledge, et parmi eux, seule une poignée a commencé à donner à la hauteur de son potentiel. Inciter davantage de milliardaires à donner plus de leur argent a été un travail lent et laborieux pour les collecteurs de fonds, les

consultants en philanthropie et les initiatives philanthropiques collaboratives. Mais ils commencent à bénéficier de l'aide du populisme. Alors que la crise du pouvoir d'achat agite la scène politique, les milliardaires sont confrontés à une ère où les populistes de gauche soutiennent les impôts sur la fortune et où de nombreux populistes de droite appellent à limiter le pouvoir des milliardaires élitistes... ». (Ce ne sont certainement pas des personnes comme Raj Kumar qui contribuent à la « dynamique populaire » à cet égard).

Kumar conclut : « ... Voici ma prédition principale : 2026 sera l'année où débutera un débat sérieux sur un nouveau modèle de développement mondial. Pas une défense nostalgique du passé, ni une adhésion cynique à la géopolitique pure, mais quelque chose de nouveau. Alors que les démocrates se disputent la reprise de la Chambre des représentants américaine cette année, que les candidats à la présidence américaine de 2028 commencent à se définir et que les dirigeants européens cherchent à repousser les partis de droite, le développement mondial aura besoin d'une nouvelle vision et d'un nouveau langage. « Reconstruire ce que nous avions » est un message électoral perdant et une politique insuffisante. Un nouveau modèle crédible devra concilier plusieurs tensions : • Les réalités transactionnelles et les objectifs moraux ; • L'intérêt national et les biens publics mondiaux ; • La croissance tirée par le marché et la protection des plus pauvres ; • L'innovation rapide et la responsabilité des résultats... ».

Accords bilatéraux entre les États-Unis et les pays africains en matière de santé et stratégie américaine « America First Global Health Strategy »

Avec quelques analyses supplémentaires.

Politique mondiale - Rééquilibrer les risques et les responsabilités dans le cadre de la stratégie America First Global Health

<https://www.globalpolicyjournal.com/blog/19/01/2026/rebalancing-risk-and-responsibility-under-america-first-global-health-strategy>

« Nelson Aghogho Evaborhene examine la redistribution des responsabilités, des risques et de la souveraineté dans les systèmes de santé africains dans le cadre des stratégies bilatérales américaines en matière de santé. »

Quelques extraits de cette analyse incontournable :

« ... La question centrale n'est donc pas de savoir si l'AFGHS est intrinsèquement bonne ou mauvaise, mais si les gouvernements africains peuvent tirer parti de la transition pour reprendre le contrôle, améliorer la coordination et renforcer la gouvernance, ou si la stratégie ne fait que reformuler la dépendance en appropriation. Les premiers accords bilatéraux suggèrent cette dernière hypothèse. L'aide sanitaire n'est plus isolée de la géopolitique. Plutôt que de se contenter de transférer la responsabilité, l'AFGHS redistribue les risques financiers, politiques, juridiques et épidémiologiques aux systèmes de santé nationaux, tandis que le contrôle en amont des priorités, des normes et des conditions de sortie reste largement externe. Les pays dotés d'institutions juridiques solides et d'un espace civique actif ont contesté, retardé ou partiellement renégocié certains aspects des accords de l'. D'autres absorbent les obligations avec un minimum de contrôle. Il est essentiel de noter que même les États à forte capacité et à fort investissement ne sont pas

épargnés. Il en résulte un paysage fragmenté dans lequel les risques autrefois mutualisés par des accords multilatéraux sont internalisés par les États individuels, tandis que les mécanismes de coordination continentale restent marginalisés... ».

Le problème central mis en évidence par l'AFGHS n'est pas l'attente d'une plus grande responsabilité nationale, qui est à la fois inévitable et attendue depuis longtemps. La question plus difficile est de savoir si la responsabilité est transférée plus rapidement que la capacité de gouvernance nécessaire pour gérer les risques qui l'accompagnent. »

Il conclut : « Aligner la responsabilité sur la souveraineté nécessite trois corrections. Premièrement, le cofinancement doit être redéfini comme un levier plutôt que comme une substitution. Toute augmentation des dépenses nationales devrait être liée contractuellement à des gains vérifiables en matière de contrôle : transfert de technologie, autorité réglementaire, capacité de production ou autonomie en matière d'approvisionnement. Sans cela, l'effort budgétaire renforce la dépendance au lieu de la réduire. Deuxièmement, les obligations en matière de surveillance et de données doivent être structurées de manière réciproque. Lorsque les pays africains assument des responsabilités à long terme en matière de détection des épidémies, de notification et de partage des agents pathogènes, ils doivent s'assurer des droits exécutoires sur l'accès aux contre-mesures, la capacité de production régionale et le partage des bénéfices. Une surveillance qui extrait des données sans conférer d'influence en aval transforme la souveraineté en conformité. Troisièmement, les accords bilatéraux doivent être encadrés par des cadres continentaux. L'engagement par le biais d'institutions telles que le CDC Afrique et l'Agence africaine des médicaments ne sape pas l'appropriation nationale, il la renforce. Sans tampon régional, le bilatéralisme fragmente l'influence, accélère l'exclusion et localise l'échec. Avec lui, les risques peuvent être mutualisés, les normes harmonisées et la renégociation rendue collective.

Les preuves sont claires. Dans le cadre de l'AFGHS, les pays africains sont de plus en plus responsables de résultats qu'ils ne contrôlent pas entièrement. Les capacités atténuent l'exposition, mais ne l'éliminent pas. L'alignement en protège certains, en exclut d'autres et laisse la plupart vulnérables à un rééquilibrage politique brutal. Tant que les risques, l'autorité et les responsabilités ne seront pas alignés dans le cadre d'accords institutionnels applicables, la stratégie continuera à produire des précipices budgétaires, une instabilité politique et une insécurité épidémiologique sous le couvert de l'appropriation.

Scidev.net - L'Afrique s'oppose aux accords sanitaires américains sur les données et le pouvoir

<https://www.scidev.net/global/news/africa-pushes-back-on-us-health-deals-over-data-power/>

« Les accords sanitaires entre les États-Unis et l'Afrique contestés pour des questions de données, d'agents pathogènes et de souveraineté ; les États-Unis affirment que le financement permettra de renforcer les systèmes de données pour le suivi des maladies ; **mais les experts mettent en garde contre une perte de contrôle dans le cadre d'accords « hautement conditionnels ».**

Guardian - Le directeur du bureau américain pour l'Afrique exhorte son personnel à mettre en avant la « générosité » des États-Unis malgré la réduction de l'aide

<https://www.theguardian.com/us-news/2026/jan/20/us-diplomats-urged-to-remind-african-leaders-of-us-generosity-despite-usaid-closing>

« Un e-mail envoyé aux diplomates par le nouveau directeur du département d'État est qualifié de « raciste » après avoir écarté l'Afrique comme priorité. »

« ... Les diplomates américains ont été encouragés à rappeler « sans vergogne et avec agressivité » aux gouvernements africains la « générosité » du peuple américain, selon un e-mail divulgué envoyé au personnel du Bureau des affaires africaines du département d'État américain en janvier dernier et obtenu par l' Guardian. « Il n'est pas maladroit de rappeler à ces pays la générosité du peuple américain dans la lutte contre le VIH/sida ou l'atténuation de la famine », indique l'e-mail. « Il est au contraire essentiel de contrer le discours fallacieux selon lequel les États-Unis ne sont pas, dans de nombreux cas, le plus grand donateur, et de veiller à ce que nous puissions tirer plus efficacement parti de cette aide pour faire avancer nos intérêts. » ... L'e-mail a été envoyé par Nick Checker, qui est devenu le directeur du bureau au début du mois. M. Checker a auparavant passé plus de dix ans à la CIA en tant qu'analyste des conflits... »

À quoi ressemble la collaboration entre les gouvernements américain et étrangers en matière de santé ?

Emily Bass ; [Substack](#) ;

« Les plans du gouvernement américain pour la mise en œuvre des programmes financés dans le cadre de la stratégie America First Global Health Strategy s'accompagnent d'importantes responsabilités en matière de reporting, de supervision et de gestion, tant pour les États-Unis que pour les pays cosignataires, qui ressemblent vaguement à celles des « accords » de la Millennium Challenge Corporation (MCC) conclus sous le premier mandat de George W. Bush, ainsi que du PEPFAR. La MCC a utilisé un financement basé sur les performances et les étapes clés pour des accords à durée déterminée afin d'inciter les pays à atteindre des résultats prédéfinis ; les accords ont été mis en œuvre par des entités gouvernementales autonomes et dédiées (MCA), plutôt que par les subventions existantes du gouvernement central ou les bureaux du Trésor... » « D'après les descriptions des briefings nationaux avec les hauts fonctionnaires du département d'État cette semaine, et mon examen du « MoU Implementation Plan Companion Guide », les cadres de la stratégie America First Global Health Strategy présentent certaines approches similaires... »

Mais Bass a de grandes inquiétudes.

Plus d'informations sur la gouvernance et le financement/le financement de la santé mondiale

Tout d'abord, quelques lectures, analyses (et même plaidoyers) sur le retrait (officiel) des États-Unis de l'OMS. Voir la déclaration connexe du HHS - [Les États-Unis finalisent leur retrait de l'OMS](#)

Mais aussi avec des mises à jour sur l'Africa CDC, GAVI, ...

Stat - Les États-Unis achèvent leur retrait de l'OMS

<https://www.statnews.com/2026/01/22/usa-divorce-world-health-organization-puts-america-at-risk/>

« Les experts de la santé craignent que cette décision n'entraîne des risques considérables. »

« **Le retrait des États-Unis de l'Organisation mondiale de la santé est devenu officiel jeudi**, officialisant ainsi une fracture entre l'administration Trump et l'agence mondiale de santé basée à Genève qui remonte au début de la pandémie de Covid-19. **Jeudi marque le premier anniversaire de la date à laquelle l'OMS a été informée que le président Trump avait décrété que les États-Unis mettraient fin à leur adhésion à l'organisation**, ce qu'il avait déjà tenté de faire lors de son premier mandat. Selon une résolution conjointe du Congrès adoptée en 1948 pour permettre aux États-Unis d'adhérer à l'OMS, **le pays devait donner un préavis d'un an avant de se retirer**. (La résolution conjointe de l' **e stipulait également que le pays devait payer ses factures en souffrance avant de quitter l'organisation, une condition qui n'a pas été remplie.**)... »

PS : « **Un ancien responsable de l'OMS, qui s'est exprimé sous couvert d'anonymat, a déclaré que les États-Unis ne pouvaient pas reproduire, par le biais d'accords bilatéraux, les informations de surveillance des maladies qu'ils recevaient par l'intermédiaire de l'OMS.** »

Avec des citations de **L. Gostin, J. Konyndyk, S. Moon** et d'autres.

PS : « **... Les experts ont également noté que le retrait des États-Unis intervient à un moment où l'OMS se prépare à la campagne de remplacement du directeur général, dont le deuxième mandat prend fin à l'été 2027.** Les candidats qui souhaitent briguer ce poste commenceront à faire connaître leur intérêt cette année. Si certains experts s'attendent à ce que les États-Unis tentent d'influencer le processus de l'extérieur, le pays n'aura pas le droit de vote. Et le fait d'être perçu comme bénéficiant d'un soutien important à Washington pourrait jouer en faveur — ou en défaveur — d'un candidat à la direction générale... »

NPR - Le divorce entre les États-Unis et l'OMS est définitif cette semaine. Ou peut-être pas ?

<https://www.npr.org/2026/01/20/g-s1-106126/trump-world-health-organization-withdrawal>

« **Il y a un an cette semaine, le président Trump a initié une sorte de divorce. ... Aujourd'hui, alors que Trump entame son deuxième mandat, le divorce semble sur le point d'être finalisé. Il a donné un préavis d'un an, ce qui est une condition de l'accord entre les États-Unis et l'OMS. Mais comme pour beaucoup de divorces, la situation est compliquée...** »

« **Les responsables de l'OMS soulignent qu'il y a deux conditions à remplir pour quitter l'organisation. La première est le préavis d'un an. Cela fixerait la date du retrait des États-Unis au 22 janvier, un an après la notification aux responsables de l'OMS. L'autre critère est le problème potentiel. Pour quitter l'organisation, les États-Unis doivent payer toutes les cotisations qu'ils doivent. Et cela représente beaucoup d'argent : 278 millions de dollars pour la période 2024-2025.** Les États-Unis n'ont pas payé et ne prévoient pas de le faire. « **Les États-Unis n'effectueront aucun paiement à l'OMS avant leur retrait** », a déclaré le département d'État dans un communiqué à NPR. « **Le coût supporté par les contribuables américains et l'économie américaine après l'échec de l'OMS pendant la pandémie de Covid — et depuis — est déjà trop élevé.** »...

« ... Les enjeux de cette rupture très médiatisée sont énormes. Ils pourraient influencer la santé des Américains et des populations du monde entier pendant des années. **Voici comment cela pourrait se passer... ... »**

PS : « Et que dit l'OMS à propos de cette affaire compliquée ? M. Solomon, de l'OMS, affirme qu'il appartient aux États membres de l'OMS — les 193 autres pays — de déterminer si et quand le retrait des États-Unis prendra effet, avec ou sans paiement des cotisations. Cette question devrait être discutée fin février lors de la réunion du Conseil exécutif de l'OMS, puis à nouveau lors de l'Assemblée mondiale de la santé en mai... »

« En attendant, l'OMS espère que les États-Unis et l'OMS pourront se réconcilier. »

Stat - Alors que les États-Unis se préparent à quitter l'OMS, ils laissent l'agence avec une facture salée

<https://www.statnews.com/2026/01/21/trump-withdrawal-world-health-organization-leaves-unpaid-bills-behind/>

« Des centaines de millions sont dus, mais personne ne s'attend à ce que l'administration Trump paie. »

« **Les États-Unis n'ont pas versé leurs contributions obligatoires au cours des deux dernières années**, y compris la dernière année de l'administration Biden, laissant ainsi l'OMS avec une facture d'environ 278 millions de dollars. **En outre, plusieurs centaines de millions de dollars de contributions volontaires promises pour 2025, et dans une moindre mesure pour 2024, n'ont pas non plus été versés. ... »**

Avec des citations de **Gostin, Bollyky et d'autres**.

- Et un **Bill Gates** lucide à Davos (via [Reuters](#)) :

« S'adressant à Reuters à Davos, Bill Gates, **président de la Fondation Gates, l'un des principaux bailleurs de fonds des initiatives mondiales en matière de santé et de certains travaux de l'OMS**, a déclaré qu'il ne s'attendait pas à ce que les États-Unis reconsidèrent leur position à court terme. « Je ne pense pas que les États-Unis reviendront à l'OMS dans un avenir proche », a-t-il déclaré, ajoutant que lorsqu'il aurait l'occasion de plaider en faveur de cette organisation, il le ferait. « Le monde a besoin de l'Organisation mondiale de la santé. »... »

CSIS - L'avenir de l'OMS et comment les États-Unis peuvent le façonner

J S Morrison et al <https://www.csis.org/analysis/future-who-and-how-united-states-can-shape-it>

Un candidat sérieux dans la catégorie « lecture idiote de la semaine » :)

Extraits : « **Le 22 janvier prochain, l'administration Trump devrait annoncer à la fois une rupture totale avec l'OMS et son intention de travailler avec ses alliés pour mettre en place un « système de santé international alternatif »...**

« Quelles devraient alors être les priorités des États-Unis après leur retrait prévu de l'OMS ce mois-ci ? ... Tout d'abord, les États-Unis devraient commencer à tracer la voie vers le rétablissement de leur adhésion à l'OMS à la mi-2027. À cette fin, les États-Unis devraient s'engager activement dans le processus de sélection du prochain directeur général de l'OMS, alors que la campagne bat son plein à l'automne de cette année. L'objectif devrait être de parvenir à un consensus autour du meilleur candidat, qui s'engagera à faire avancer les réformes de l'OMS et qui sera en phase avec les priorités des États-Unis. Cela peut s'avérer délicat et difficile, mais ce n'est pas impossible. Il existe de nombreux candidats prometteurs, originaires d'Arabie saoudite, du Qatar, d'Indonésie, du Brésil et de Belgique, et de nombreuses voies diplomatiques s'offrent aux diplomates américains à Washington et dans les capitales nationales. Ne pas s'engager reviendrait à laisser le champ libre à l'influence excessive de la Chine et de la Russie, qui chercheront à nommer à la tête de l'OMS un dirigeant en phase avec leurs priorités. Des candidats crédibles prévoient déjà de se rendre à Washington, D.C. »

« Une deuxième priorité connexe devrait être de définir clairement le prochain programme de réforme de l'OMS. Troisièmement, les États-Unis devraient poursuivre leur coopération technique avec l'OMS sur la polio, la grippe et d'autres épidémies dangereuses. Parallèlement, les États-Unis devraient poursuivre leurs efforts pour conclure des accords bilatéraux avec plus de 70 pays afin de renforcer la surveillance et d'autres aspects de la sécurité sanitaire, dans le cadre de la stratégie **America First Global Health Strategy**. Les États-Unis devraient également financer et doter en personnel les bureaux nationaux et régionaux des Centres américains pour le contrôle et la prévention des maladies (CDC) et redynamiser les attachés sanitaires du ministère américain de la Santé et des Services sociaux dans les principales capitales. ... Enfin, l'intention du Congrès de rétablir le financement de nombreux programmes scientifiques et de santé mondiale de l' est une mesure louable et importante. Le Congrès devrait prendre des mesures pour signaler son intention de rétablir le financement de l'OMS à l'avenir, en lien avec la poursuite des réformes... »

TGH – Les États-Unis quittent l'OMS. Trois réformes pourraient motiver leur retour

Peter Singer ; <https://www.thinkglobalhealth.org/article/the-united-states-leaves-the-who-three-reforms-could-motivate-its-return>

« Un ancien conseiller spécial du directeur général de l'OMS décrit les domaines qui pourraient renforcer la santé mondiale, indépendamment du retrait des États-Unis. »

« ... La question plus profonde est de savoir quelles réformes déclenchées par les États-Unis renforcerait l'OMS et la santé mondiale, indépendamment du retour ou non de Washington. Je vois trois domaines : la responsabilité, l'innovation et la confiance... »

(Je me demande pourquoi Singer n'applique pas ces « réformes » au gouvernement américain actuel...)

Telegraph – Des chercheurs soutenus par Maga appellent à la « réforme ou au remplacement » de l'OMS à la veille du retrait des États-Unis

<https://www.telegraph.co.uk/global-health/science-and-disease/maga-researchers-call-for-who-to-be-reformed-or-replaced/>

« Une étude initialement commandée par Nigel Farage s'en prend à une autre institution des Nations unies. »

« L'Organisation mondiale de la santé devrait être « massivement réformée ou remplacée », selon une étude commandée par Nigel Farage et financée par un groupe de réflexion anarcho-capitaliste. **L'International Health Reform Project, un organisme financé par le Brownstone Institute, aligné sur Maga**, a lancé cet appel pour coïncider avec le retrait officiel des États-Unis de l'OMS jeudi... »

« À l'instar du Conseil de paix de Donald Trump, officiellement créé pour gérer Gaza après la guerre, mais doté d'un champ d'action plus large, le **rapport sera considéré par certains comme une tentative de mettre l'ONU sur la touche ou de la refondre à l'image de Trump**. Le Dr David Bell et le professeur Ramesh Thakur, du Reform Project, ont déclaré que la décision de M. Trump de quitter l'OMS reflétait des « préoccupations légitimes » concernant la trajectoire de l'organisation... »

Deux mots : allez vous faire foutre.

HPW avec une mise à jour sur l'Africa CDC

<https://healthpolicy-watch.news/suspended-or-cancelled-guinea-bissau-health-minister-halts-controversial-hepatitis-trial/>

Lors de la conférence de presse de l'Africa CDC jeudi, « ... le directeur général de l'Africa CDC, le Dr Jean Kaseya, a déclaré que les pays africains avaient le « contrôle total » des essais cliniques menés sur leur territoire. Cependant, l'Africa CDC a élaboré un guide en 13 étapes pour aider les pays... ».

« Il a également rejeté **un rapport** selon lequel des responsables anonymes du HHS auraient tenu des propos désobligeants à l'égard du CDC Afrique au sujet de son **affirmation, lors d'une conférence de presse** la semaine dernière, selon laquelle l'essai avait été annulé. « **Nous entretenons des relations diplomatiques avec les États-Unis. Hier, des hauts responsables du HHS se sont entretenus avec des hauts responsables de l'Africa CDC, et j'ai été informé qu'ils n'étaient au courant d'aucune déclaration contre l'Africa CDC** », a déclaré M. Kaseya, qui a ajouté que son organisation entretenait d'« excellentes relations » avec le gouvernement américain.

M. Kaseya a ajouté que l'Africa CDC avait décidé de ne pas s'impliquer dans les protocoles d'accord bilatéraux que les États-Unis négociaient avec les gouvernements africains dans le cadre de leur « stratégie mondiale pour la santé America First ». Il a toutefois précisé que la mise en œuvre de ces protocoles d'accord serait discutée lors d'une réunion des ministres de la Santé et des Finances qu'il convoque le 13 février... ».

ODI - Le leadership africain face aux perturbations de l'aide américaine

D Serebro ; <https://odi.org/en/insights/african-leadership-amid-disruptions-to-us-aid/>

Bilan de l'année écoulée. « **Contre toute attente sur le plan budgétaire et informationnel, les gouvernements africains ont réagi de manière proactive aux perturbations de l'aide américaine.** »

« Il y a un an aujourd'hui, lors de son premier jour au pouvoir, le président Trump a signé des décrets suspendant l'aide internationale américaine. **Lorsque l'ampleur de ces décrets est apparue clairement, les gouvernements africains ont réagi de manière proactive, malgré d'importantes contraintes budgétaires et un manque de clarté quant à ce qui pourrait se passer après cette pause, voire quant aux financements américains dans leurs pays.** Dans le secteur de la santé, de nombreux gouvernements ont rapidement augmenté les allocations budgétaires nationales et mis en place des dispositifs institutionnels visant à assurer leur autonomie à long terme. Les approches de leadership assertives doivent se poursuivre, même si de nouveaux accords de financement bilatéraux sont annoncés. »

Devex – Scoop : les États-Unis perdent leur siège au conseil d'administration de Gavi après avoir suspendu leur financement

<https://www.devex.com/news/scoop-us-loses-gavi-board-seat-after-withholding-funding-111730>

« **Le gouvernement américain ne s'étant pas encore engagé auprès de Gavi, il ne siège actuellement pas au conseil d'administration de Gavi** », a déclaré un porte-parole de Gavi à Devex.

Guardian – Guterres met en garde contre les « forces puissantes » qui sapent la « coopération mondiale »

<https://www.theguardian.com/world/2026/jan/17/antonio-guterres-warns-forces-undermining-global-cooperation-un-80th-anniversary-secretary-general-multilateralism-international-law>

« **Dans un discours historique prononcé à l'occasion du 80e anniversaire de l'ONU, le secrétaire général a lancé un appel passionné en faveur du multilatéralisme et du droit international, alors que les États-Unis réduisent considérablement leur financement.** »

- Voir aussi [Actualités de l'ONU – Le secrétaire général à propos des 80 ans de l'ONU : l'humanité est plus forte lorsqu'elle est unie](#)

« **Des forces puissantes s'allient pour saper la coopération mondiale**, a averti le secrétaire général des Nations unies, António Guterres, **lors d'un événement historique organisé samedi à Londres pour commémorer le 80e anniversaire de l'Assemblée générale des Nations unies**, mais il a insisté sur le fait que « l'humanité est plus forte lorsqu'elle est unie ». **Un système « multilatéral solide, réactif et doté de ressources suffisantes » est nécessaire pour relever les défis mondiaux interdépendants**, a insisté M. Guterres, mais « les valeurs du multilatéralisme sont en train d'être érodées ». Si nous voulons remporter d'autres victoires de ce type, **nous devons garantir le plein respect du droit international et défendre le multilatéralisme, en le renforçant pour notre époque...** ».

« ... Tourné vers l'avenir, le Secrétaire général a appelé à la mise en place d'un système international qui reflète le monde moderne, notamment par la réforme des systèmes financiers internationaux et du Conseil [de sécurité](#)... » « À mesure que les centres de pouvoir mondiaux se déplacent, **nous avons la possibilité de construire un avenir soit plus juste, soit plus instable.** »....

Réseau GPI – Message de nos codirecteurs exécutifs

https://globalpublicinvestment.net/news_press/message-from-our-co-executive-directors/

« En ce début d'année, nos codirecteurs exécutifs réfléchissent à un changement majeur : l'investissement public mondial passe de l'idée à l'action. Face à l'augmentation des risques partagés, le moment est venu de faire preuve d'audace et de renforcer la coopération internationale. ... »

Banque mondiale (Note) – Financement de la santé

<https://www.worldbank.org/en/topic/health/brief/health-financing>

Brève note. Résume plus ou moins les messages clés du rapport de suivi de la couverture sanitaire universelle publié début décembre.

Extrait : « La plupart des pays à faible revenu et de nombreux pays à revenu intermédiaire inférieur devraient connaître une baisse des dépenses de santé combinées des gouvernements et des bailleurs de fonds d'ici 2030. Les pays disposent de plusieurs options politiques pour modifier leur trajectoire en dépensant mieux et davantage pour la santé dans un contexte de contraintes budgétaires. En doublant l'efficacité, en donnant la priorité aux soins de santé primaires, en alignant l'aide au développement restante sur les priorités nationales et en améliorant l'exécution du budget, il est possible d'optimiser les ressources. Les pays dépendants de l'aide ont une fenêtre de réforme pour restructurer leurs systèmes de santé à mesure que l'aide diminue. Les progrès nécessitent également d'augmenter les dépenses et il est possible d'augmenter la part des dépenses publiques consacrées à la santé dans un tiers des pays à faible revenu et à revenu intermédiaire ; ceux-ci disposent d'une marge de manœuvre budgétaire et accordent moins d'importance à la santé que leurs homologues. Les pays peuvent également augmenter les taxes sur les produits malsains et entreprendre des réformes macro-budgétaires plus larges afin de créer une marge de manœuvre budgétaire... ».

Global Health Hub Germany - La santé mondiale à la croisée des chemins : la réponse de l'Afrique à l'évolution de l'écosystème mondial de la santé et de son financement, partie 1

<https://globalhealthhub.de/en/news/detail/global-health-at-a-crossroads-africas-response-to-a-changing-global-health-ecosystem-and-financing-part-1>

« Dans notre nouvelle série d'articles intitulée « La santé mondiale à la croisée des chemins », nous explorons comment les changements dans la gouvernance mondiale, le financement et le pouvoir remodèlent les résultats en matière de santé et de développement à l'échelle mondiale. Dans cette édition, **nous nous entretenons avec le Dr Ebere Okereke.** »

« **Les appels à la mobilisation des ressources nationales sont désormais monnaie courante alors que l'Afrique trace la voie vers la souveraineté sanitaire. Mais comme nous le rappelle le Dr Ebere Okereke, la mobilisation sans responsabilité ne résoudra pas le problème. ... Les réformes fiscales, les conversions de dette et les prélèvements affectés ne donneront pas de résultats sans une réforme plus profonde de la gouvernance. Elle met en garde contre le risque de « verser davantage d'argent dans des trous noirs » en élargissant l'espace budgétaire sans responsabilité. ... « Nous qualifions ces mécanismes d'« innovants » depuis 30 ans. Ils ne sont plus innovants. Le problème**

ne réside pas dans les idées, mais dans leur mise en œuvre. » ... Le Dr Ebere Okereke plaide en faveur d'une « approche pangouvernementale », de la numérisation et d'une responsabilisation accrue. Elle remet également en question l'accent mis sur la « **refonte des modèles de donateurs** », **appelant plutôt à repenser les modèles de bénéficiaires.** »

Nature Health – Il est temps de donner la priorité aux programmes d'autosuffisance pour gérer les besoins de l'Afrique en matière de soins de santé

E Frimpong et al ; <https://www.nature.com/articles/s44360-025-00033-6>

« Les pays africains devraient investir dans des programmes d'intervention sanitaire locaux **afin de résister aux chocs liés au financement externe.** » « ... **Dans les sections suivantes, nous proposons plusieurs interventions identifiées (y compris de nouvelles propositions) qui peuvent être mises en œuvre par les pays membres de l'UA.** Ce commentaire servira de guide aux nations du continent africain pour atteindre leur objectif d'autonomie dans la gestion de leurs besoins en matière de soins de santé... »

Brookings – Mobiliser les ressources de l'Afrique pour le développement

<https://www.brookings.edu/articles/mobilizing-africas-resources-for-development/>

Chapitre 1 du **rapport Africa Foresight 2026**. Avec deux essais.

- Essai 1 : **Tirer parti de la richesse des ressources naturelles de l'Afrique pour combler le déficit de financement**

« ... **Nous estimons que l'Afrique subsaharienne a besoin d'au moins 245 milliards de dollars supplémentaires par an pour financer son développement.** Avec une épargne nationale modérée et un financement extérieur en baisse, il est désormais impératif d'explorer des moyens innovants pour libérer les ressources nationales. **Les ressources naturelles de la région, évaluées à plus de 6 000 milliards de dollars en 2020, offrent le plus grand potentiel inexploité** et la voie la plus prometteuse pour mobiliser des financements nationaux à grande échelle... »

- **Essai n° 2 : vers l'autosuffisance : financer la santé au-delà de l'aide en Afrique (par Omer Zang)**

CSU et APS

Commentaire du Lancet - Forum de haut niveau sur la CSU 2025 : un engagement commun renouvelé en faveur de la couverture sanitaire universelle par le biais du Centre de connaissances sur la CSU

K Satsuki, A Banga, dr Tedros et al ; [https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736\(26\)00096-6/fulltext](https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736(26)00096-6/fulltext)

« ... le ministère japonais des Finances, le ministère japonais de la Santé, du Travail et des Affaires sociales, le Groupe de la Banque mondiale (GBM) et l'OMS ont convoqué le premier Forum de haut niveau sur la CSU (le Forum) à I', Tokyo, Japon, le 6 décembre 2025, où nous avons lancé conjointement le Centre de connaissances sur la CSU et réaffirmé notre engagement commun à progresser vers la CSU. Les coorganisateurs et les participants au Forum ont souligné l'importance de la collaboration entre les secteurs financier et sanitaire, des actions nationales au niveau des pays et du Centre de connaissances sur la CSU, entre autres domaines... ».

Concernant ce dernier point : « ... Le Centre de connaissances sur la CSU collaborera, le cas échéant, avec les banques régionales de développement, l'Agence japonaise de coopération internationale, le secteur privé, les organisations philanthropiques, la société civile, les milieux universitaires et d'autres parties prenantes concernées afin d'aider les pays participants à mettre en œuvre des politiques de financement de la santé, notamment par le biais d'une assistance technique et financière. Le Centre de connaissances sur la CSU servira également de moteur clé pour le plaidoyer visant à renforcer la dynamique politique en faveur de la réalisation de la CSU. De cette manière, le Centre de connaissances sur la CSU jouera un rôle important dans le développement de l'architecture mondiale de la santé, en combinant plaidoyer, programmes de formation et soutien à la mise en œuvre... ».

« À l'avenir, le Forum jouera un rôle central dans l'orientation des discussions mondiales sur l'Agenda post-2030, dans la perspective de la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale des Nations unies sur la CSU qui se tiendra en 2027, entre autres réunions pertinentes. Le gouvernement japonais, en collaboration avec le Groupe de la Banque mondiale et l'OMS, organisera régulièrement le Forum à Tokyo afin d'examiner les progrès réalisés par le Centre de connaissances sur la CSU et d'identifier les moyens d'améliorer ses activités, tout en fournissant des orientations et un soutien pour la mise en œuvre d'initiatives menées par les pays, telles que les pactes nationaux pour la santé. En outre, le Forum favorisera la collaboration entre les différentes parties prenantes et maintiendra la dynamique en faveur de la réalisation de la CSU... ».

PS : quelqu'un devrait demander à Banga pourquoi il pense que c'est une bonne idée de siéger au « Conseil de la paix » de Trump (déjà surnommé par certains « Conseil de l'ennui »).

Prépublication - Les impacts sexospécifiques des paiements directs pour les soins de santé sur les femmes en Afrique subsaharienne - une revue narrative

Dolapo Ruth Adu, Muhammad Saddiq ;<https://assets-eu.researchsquare.com/files/rs-8586641/v1/7df89ee1-5007-44b4-9d62-4f2d1425f62f.pdf?c=1768568335>

« Le financement des soins de santé est essentiel pour parvenir à la couverture sanitaire universelle (CSU). En Afrique subsaharienne (ASS), le financement public limité et le fardeau élevé des maladies ont entraîné une forte dépendance à l'égard des paiements directs (OOP). Bien que les effets négatifs des dépenses OOP sur les populations vulnérables soient bien documentés, les impacts spécifiques sur les femmes restent insuffisamment étudiés. Les femmes ont généralement des besoins plus importants en matière de soins de santé, mais elles sont confrontées à des contraintes économiques et sociales persistantes, ce qui accroît leur vulnérabilité dans les systèmes dépendants des paiements directs. Cette étude examine comment les paiements directs affectent l'accès des femmes aux soins de santé, l'utilisation des services et les résultats en matière de santé en ASS. »

L'étude souligne le besoin urgent de réformes du financement de la santé tenant compte des questions de genre. Il est essentiel de remédier à ces disparités pour développer des systèmes de santé équitables qui améliorent la santé des femmes et favorisent la couverture sanitaire universelle en Afrique subsaharienne.

- Connexes – [Frontiers in Reproductive Health : Barrières financières et inégalités dans l'accès aux soins de santé en Afrique de l'Est : données issues d'enquêtes démographiques et sanitaires](#)

« Cette étude visait à évaluer la prévalence et les inégalités socio-économiques des obstacles financiers à l'accès aux soins de santé chez les femmes dans huit pays d'Afrique de l'Est. ... »

« Près de la moitié des femmes ont signalé des obstacles financiers... L'une des principales conclusions a été le renversement de la disparité entre les zones rurales et urbaines après ajustement des facteurs socio-économiques confondants, ce qui suggère que la pauvreté, et non la ruralité en soi, est le principal facteur associé aux problèmes d'accès financier... »

« ... Les obstacles financiers sont les obstacles les plus courants et les plus inéquitables à l'accès aux soins de santé pour les femmes en Afrique de l'Est, touchant de manière disproportionnée les personnes pauvres, moins éduquées et financièrement exclues. Pour accélérer les progrès vers la couverture sanitaire universelle, il faut réformer le financement de la santé afin de réduire les paiements directs, tout en mettant en place des politiques multisectorielles qui s'attaquent aux désavantages socio-économiques sous-jacents par des interventions en faveur des pauvres et l'inclusion financière. Cette priorité se justifie par le besoin accru de soins de santé maternelle, sexuelle et reproductive chez les femmes, ainsi que par leur vulnérabilité accrue à l'exclusion financière et aux dépenses de santé catastrophiques. »

HPW – La perte d'Adichie et le programme de couverture sanitaire universelle : pourquoi les politiques intelligentes ne sauvent pas encore des vies au Nigeria

<https://healthpolicy-watch.news/adichies-loss-and-the-uhc-agenda-why-smart-policy-isnt-saving-lives-in-nigeria-yet/>

« Le SWAp du ministre Pate offre un cadre logique pour mettre fin au déclin de la couverture sanitaire universelle d'ici 2030. Le tableau de bord de l'examen annuel conjoint prouve que la méthodologie peut fonctionner. Mais le SWAp est actuellement un squelette sans chair, car des éléments clés – financement, main-d'œuvre et réglementation – font défaut... »

Quelques extraits :

« On estime que le Nigeria perd **1,3 milliard de dollars** par an pour lutter contre le « tourisme médical », c'est-à-dire les citoyens qui se font soigner à l'étranger. ... »

« Un [examen](#) des budgets fédéraux depuis 2023 montre que les dépenses publiques de santé n'ont jamais dépassé 6 %, ignorant l'objectif de 15 % fixé par les dirigeants africains dans la [Déclaration d'Abuja](#) en 2001... »

« Alors que le ministre de la Santé, Muhammad Ali Pate, s'efforce de mettre en place une couverture sanitaire universelle (CSU) fondée sur la nouvelle approche sectorielle (SWAp), il est confronté au défi de gérer un cadre sophistiqué sur un système primitif... »

« ... Le recul budgétaire a renforcé un système où l'accès aux soins est déterminé uniquement par le pouvoir d'achat. Les ménages étant contraints de prendre en charge près de 80 % des frais médicaux, les dépenses de santé contribuent désormais à la pauvreté. ... Le rapport mondial de suivi de la couverture sanitaire universelle 2025 publié par l'OMS et la Banque mondiale confirme cette réalité et met en garde contre l'aggravation des difficultés financières des plus pauvres dans le monde, avec environ 4,6 milliards de personnes qui n'ont toujours pas accès aux services de santé de base et 1,6 milliard de personnes poussées davantage dans la pauvreté en raison des dépenses de santé à leur charge. Pourtant, l'argent n'est qu'une partie du problème... »

« Sans l'application de normes en matière de soutien à la main-d'œuvre, de gestion des données et de gouvernance, injecter des fonds dans le secteur revient à jeter de l'argent par les fenêtres », a déclaré Oreh, commissaire à la santé de l'État de Rivers, à *Health Policy Watch*...

« Ce vide structurel a fait s'effondrer la hiérarchie des orientations vers des spécialistes. Le système des hôpitaux universitaires, conçu pour être le dernier recours pour les cas complexes, a été « dénaturé » et se retrouve à traiter le surplus de soins primaires », a écrit le Dr Popoola Daniel, médecin basé au Nigeria, via son compte X. Au lieu de se concentrer sur la recherche et les soins spécialisés, les centres tertiaires sont encombrés de cas simples. Une étude réalisée en 2025 par l'African Health Observatory Platform (AHOP) a révélé que le système de santé nigérian ne fonctionne qu'à 45 % de sa capacité, soit en dessous de la moyenne de 52,9 % de la région africaine de l'OMS, et que 80 % des infrastructures de santé sont classées comme dysfonctionnelles... »

« ... M. Pate est devenu ministre de la Santé en août 2023 et, au cours de sa première année, il a mis en œuvre l'Initiative d'investissement pour le renouveau du secteur de la santé au Nigeria (NHSRII). Cette stratégie vise à mettre fin à la fragmentation qui a historiquement paralysé le secteur grâce à l'approche sectorielle (SWAp). Cela permet de garantir que les parties prenantes s'alignent sur un plan directeur unique, ce qui permet au ministère de rationaliser la gouvernance et d'orienter les ressources là où elles sont le plus nécessaires... ».

« ... Elle a également mis en évidence le regain de confiance du public dans les centres de soins de santé primaires, avec une augmentation du nombre de visites, qui est passé de 10 millions au début de 2024 à 45 millions au milieu de 2025. ... Mais le chemin vers la couverture sanitaire universelle (CSU) d'ici 2030 est semé d'embûches budgétaires. Alors que l'approche sectorielle exige un « budget unique », le gouvernement fédéral n'a alloué que 4,2 % du budget 2026 à la santé... ».

- Connexes : [The Conversation – La négligence médicale au Nigeria : ce que l'on sait et ce qu'il faut faire](#)

Commission Lancet - Un système de santé centré sur le citoyen pour l'Inde

[Commission Lancet](#) ;

« L'Inde se trouve à un moment charnière dans son cheminement vers la couverture sanitaire universelle (CSU), un élément crucial de la vision Viksit Bharat du gouvernement visant à éléver le pays au rang de pays développé d'ici 2047. Cette commission *Lancet* sur un système de santé centré sur les citoyens pour l'Inde propose une approche transformatrice du système de santé indien en plaçant les besoins des citoyens au premier plan. S'appuyant sur des recherches nouvelles et existantes approfondies, les auteurs du rapport soulignent la nécessité urgente de renforcer les soins de santé publics en Inde et identifient plusieurs réformes du système de santé nécessaires pour faire progresser la CSU. La Commission préconise un modèle fondé sur les droits et centré sur les citoyens qui favorise la participation communautaire, la transparence et l'équité, principes clés de la CSU, dans le but de garantir des soins de haute qualité et abordables pour tous. »

« ...Ce rapport présente un changement majeur dans le discours conventionnel sur les obstacles à la réalisation de la couverture sanitaire universelle (CSU) en Inde : ceux-ci ne sont plus dus à un manque de volonté politique, à un sous-financement, à des ressources humaines et des infrastructures physiques inadéquates, ou à une faible demande de services de santé. Au contraire, la qualité inégale des soins, l'inefficacité des dépenses, la fragmentation de la prestation, la conception et la mise en œuvre inadéquates des programmes de protection financière et la mauvaise gouvernance apparaissent comme les principaux défis... ».

« Nous appelons de toutes nos forces à la mise en place d'un système de soins de santé intégré, centré sur le citoyen, financé et fourni par les pouvoirs publics, qui servirait de vecteur principal à la CSU, tout en façonnant le secteur privé de manière à tirer parti de ses atouts... »

- Lisez également [l'éditorial du Lancet](#) sur le même sujet : [Faire progresser les soins de santé : le moteur des ambitions de l'Inde](#)

« L'Inde s'est lancée dans une aventure audacieuse vers [Viksit Bharat](#), avec pour objectif de se transformer en une nation développée (avec un revenu moyen-élévé) d'ici 2047, 100 ans après avoir obtenu son indépendance. L'Inde dispose d'atouts considérables pour atteindre cet objectif : une croissance économique rapide, une population jeune (plus de 65 % de la population a moins de 35 ans), une transformation numérique en cours, le développement des infrastructures, l'urbanisation, l'augmentation des capacités de production et pharmaceutiques, et sa position géopolitique stratégique. Les investissements sont essentiels tant en matière d'éducation et de compétences qu'en matière de santé. Aujourd'hui, *The Lancet* publie le rapport de [la Commission Lancet](#) sur un système de santé centré sur les citoyens pour l'Inde, qui trace la voie vers la couverture sanitaire universelle en Inde, un fondement essentiel pour les ambitions du pays... ».

« ... comme l'indique la Commission, la couverture sanitaire universelle est à portée de main. Le système de santé indien a connu d'énormes changements au cours des deux dernières décennies, tels que l'élargissement de l'accès aux soins de santé et aux technologies numériques, mais aussi des défis et des lacunes majeurs, notamment l'insuffisance des dépenses de santé et les inégalités en matière de santé, qui nécessitent une attention particulière. Les commissaires affirment que l'engagement actif des citoyens et l'action communautaire sont essentiels pour progresser,

parallèlement à l'amélioration de la qualité des soins et à la garantie de la responsabilité du gouvernement. Ils proposent une série de réformes axées sur le droit des citoyens à la santé et, bien qu'ils soulignent fortement la nécessité d'un système de santé financé par des fonds publics, il est également nécessaire de collaborer avec le secteur privé (qui représente une part importante des soins de santé en Inde). »

PS : « La Commission fournit une base solide non seulement pour le renforcement interne du système de santé indien, mais aussi pour l'amélioration de sa position au niveau mondial. L'Inde se trouve à un tournant. En plus d'être la plus grande démocratie du monde et d'être fortement engagée en faveur du multilatéralisme, elle prône une représentation équitable, le développement durable et la sécurité collective sur les plateformes mondiales. Le pays est déjà un leader dans certains domaines liés à la santé : il produit par exemple 20 % des médicaments génériques dans le monde et fournit plus de 60 % de la demande mondiale en vaccins. L'initiative indienne Vaccine Maitri a fourni des vaccins contre la COVID-19 à plus de 100 pays, démontrant ainsi les capacités de l'Inde en matière de diplomatie sanitaire mondiale. Elle pourrait faire plus. Certains pourraient rechigner à l'idée que l'Inde joue un rôle de premier plan sur la scène mondiale, compte tenu des défis auxquels elle est confrontée sur le plan intérieur. Mais **il est possible de promouvoir les solutions indiennes aux problèmes mondiaux, de contribuer à redéfinir les normes internationales (en particulier en matière de santé) et de s'engager davantage dans les discussions sur l'avenir de la gouvernance mondiale et régionale en matière de santé**. Alors que l'OMS est confrontée à de graves difficultés et que le gouvernement américain se retire de la santé mondiale, **l'Inde peut être une voix encore plus forte pour les pays du Sud et promouvoir une répartition plus équitable du pouvoir dans un ordre mondial multipolaire**. Le capital humain de l'Inde est fondamental pour sa place future dans le monde, et la santé est au cœur de ce capital humain. **La mise en place d'une couverture sanitaire universelle promet donc de faire progresser l'Inde non seulement au niveau national, mais aussi au niveau international... ».**

- PS : Lien Youtube vers l'enregistrement complet de l'événement de lancement du rapport à Delhi - <https://www.youtube.com/live/HXtS85dTZgg?t=23879s> (avec NS Prashanth, R Horton et bien d'autres)

Trump 2.0

PS : Récemment, des signaux plus positifs ont été émis par le Congrès américain – voir la newsletter de l'AVAC : **Le Congrès se mobilise pour défendre la santé nationale et mondiale**

« ... ces projets de loi marquent le retour à un processus d'affectation des crédits bipartite et, s'ils sont adoptés, fourniront une base pour contrer les coupes unilatérales de l'administration. Ils marquent également une opposition bipartite aux tentatives de réduction des investissements dans la santé et la recherche scientifique. En rejetant les coupes drastiques proposées par l'administration, ils stabilisent les programmes vitaux et protègent la recherche. La Chambre des représentants a adopté les projets de loi jeudi, et l'attention se porte désormais sur le Sénat, qui doit les adopter avant le 30 janvier. Ils seront ensuite soumis à la signature du président et, surtout, l'administration devra dépenser tous les fonds alloués par le Congrès... »

Ce qui, comme vous le savez, est une tout autre question...

Quelques autres articles à lire cette semaine :

Reuters - Les États-Unis étendent leur règle anti-avortement à l'« idéologie du genre » et à la diversité

[Reuters](#) ;

« L'administration Trump s'apprête à étendre la politique de Mexico qui bloque l'aide américaine aux organisations qui pratiquent ou encouragent l'avortement afin de couvrir les groupes impliqués dans ce que l'administration appelle « l'idéologie du genre » et la diversité, l'équité et l'inclusion, a déclaré jeudi un responsable de l'administration. Cette politique, que ses détracteurs qualifient de « règle du bâillon mondial » parce qu'elle réduit au silence les défenseurs du droit à l'avortement, sera étendue vendredi aux organisations internationales et aux organisations non gouvernementales américaines, a déclaré le responsable. Ce changement concerne 30 milliards de dollars d'aide étrangère américaine. ... »

« ... Le département d'État publiera vendredi trois règles définitives élargissant la politique de Mexico afin de protéger l'aide étrangère contre le financement non seulement de l'avortement comme méthode de planification familiale, mais aussi de l'idéologie du genre (et) de l'idéologie discriminatoire de l'équité/DEI », a déclaré le responsable, qui a confirmé ces projets sous couvert d'anonymat... ».

- Voir aussi NYT - [Trump étend la règle de Mexico sur l'avortement pour inclure la DEI et le genre](#)

HPW - Un an plus tard : l'effet de la « tronçonneuse » américaine sur la santé mondiale

<https://healthpolicy-watch.news/the-human-cost-one-year-after-the-us-took-a-chainsaw-to-global-health/>

Cela fait exactement un an maintenant... (avec une analyse globale)

« Il y a un an aujourd'hui (20 janvier), l'administration Trump a bouleversé le secteur mondial de la santé en « suspendant » immédiatement [toute aide pendant 90 jours](#), puis en supprimant 83 % des projets de l'Agence américaine pour le développement international (USAID) [six semaines plus tard](#). ... Le Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus, directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), [a qualifié les mesures prises par les États-Unis](#) de « plus grande perturbation du financement mondial de la santé de mémoire d'homme », « semant le chaos » et menaçant de réduire à néant des décennies de progrès dans la lutte contre les maladies infectieuses et négligées... ».

Ps : à propos d'un outil de suivi des décès : « À ce jour, 757 314 personnes, dont la majorité sont des enfants, sont décédées à cause des coupes budgétaires, [selon ImpactCounter](#), qui suit l'effet des coupes de l'USAID à l'aide d'outils sophistiqués de modélisation de l'. Cela représente 88 décès par heure. En modélisant l'effet de la pause de 90 jours sur le VIH en Afrique subsaharienne, [ImpactCounter estime](#) que 159 000 adultes pourraient être morts dans cette seule région à la suite de la suspension de l'aide de l'USAID et du PEPFAR. On compte également près d'un million de cas supplémentaires de paludisme, dont plus de 700 000 touchent des enfants, en raison des coupes budgétaires... »

Article du BMJ – Le second mandat de Trump et l'utilisation de la politique de santé comme arme : un calendrier pour 2025

<https://www.bmjjournals.org/content/392/bmjs91>

C'est un calendrier assez impressionnant (soupir).

Devex Pro – Se battre pour des milliards : la bataille juridique pour maintenir l'aide étrangère américaine

<https://www.devex.com/news/fighting-for-billions-the-legal-battle-to-keep-us-foreign-aid-alive-111608>

« Programmes gelés, paiements retardés et des milliards en jeu. **Le procès qui a testé les limites de l'aide étrangère américaine se poursuit, près d'un an après son début.** »

Pour en savoir plus sur la bataille juridique en cours, consultez Devex - [Devex Newswire : Les tribunaux prennent leur temps pour se prononcer sur la suppression de l'aide de Trump](#)

Devex Pro - Le projet de loi américain de 50 milliards de dollars est une bonne surprise, mais verra-t-il le jour ?

<https://www.devex.com/news/50b-us-funding-bill-a-welcome-surprise-but-will-it-see-light-of-day-111691>

(accès restreint) « Le projet de loi rétablit le financement des programmes précédemment supprimés par l'administration, **mais des questions subsistent quant à savoir si les responsables respecteront le « pouvoir budgétaire » du Congrès ou s'ils seront en mesure de recruter le personnel et l'expertise nécessaires pour mettre en œuvre efficacement les programmes.** »

CGD – Le Congrès américain dit oui à l'aide étrangère, mais le plus difficile reste à faire

Erin Collinson et al ; <https://www.cgdev.org/blog/us-congress-says-yes-foreign-aid-now-comes-hard-part>

(analyse recommandée) « ... L'accord doit encore être approuvé par le Sénat, mais **voici un aperçu de la situation de plusieurs comptes importants et de ce qui pourrait se passer ensuite...** ».

Devex - Comprendre le retrait des États-Unis de 66 organisations internationales

<https://www.devex.com/news/making-sense-of-the-us-withdrawal-from-66-international-organizations-111706>

« **Les déclarations chocs de la Maison Blanche sur le retrait des États-Unis des organisations multilatérales contrastent avec l'adhésion des États-Unis au rôle humanitaire de l'ONU.** »

Futurism - Le HHS de Trump qualifie la principale organisation africaine de santé de « fausse » et « impuissante »

<https://futurism.com/health-medicine/trump-hhs-africa-cdc>

Il s'agit du **CDC Afrique**.

« Il s'agit d'une organisation impuissante et fausse qui tente de se forger une crédibilité en répétant publiquement ses affirmations. » Concernant le procès en Guinée-Bissau.

Stat - La Floride propose de réduire l'éligibilité à un programme de médicaments contre le sida, provoquant la panique

<https://www.statnews.com/pharmalot/2026/01/20/florida-hiv-aids-gilead-health-insurance/>

« L'État supprimerait également la couverture de deux médicaments contre le VIH largement utilisés. »

Devex Pro – Trump a démantelé l'USAID. Aujourd'hui, ces travailleurs humanitaires se présentent aux élections

(accès restreint) <https://www.devex.com/news/trump-dismantled-usaid-now-these-aid-workers-are-running-for-office-111518>

« Pour un groupe croissant d'anciens professionnels de l'USAID et du développement, l'effondrement du secteur a suscité une nouvelle réaction : se présenter aux élections. »

« **Le point commun** ? La conviction que les compétences acquises à l'étranger — gérer la complexité, écouter d'abord et agir sous pression — sont peut-être aujourd'hui plus nécessaires que jamais près de chez soi... »

Politico - Les opposants à l'avortement menacent de retirer leur soutien aux élections de mi-mandat en raison de leurs divergences avec Trump

[Politico](#) ;

Depuis la semaine dernière. « **Face aux inquiétudes suscitées par les actions du président, les opposants à l'avortement menacent de réorienter ou de retirer leur soutien financier à la campagne et de retirer leurs armées de bénévoles lors des élections de mi-mandat.** »

Extraits :

« **Le soutien apporté par le mouvement anti-avortement au président Donald Trump leur a rapporté d'importants dividendes lors de son premier mandat** : les juges de la Cour suprême qu'il a nommés ont annulé l'arrêt Roe v. Wade, et les interdictions d'avortement au niveau des États se sont multipliées dans tout le pays. **Mais un an après le début de son second mandat, alors que leurs principales priorités politiques n'ont guère évolué et que la frustration monte face à la**

rhétorique de Trump sur le financement public de l'avortement, la FIV et d'autres questions brûlantes, certains militants remettent en question cette alliance — et leur propre place au sein du Parti républicain... »

« La récente révélation de Trump selon laquelle il craint d'être destitué si les républicains perdent les élections de mi-mandat à l'automne n'a fait que renforcer la conviction des opposants à l'avortement que les élections de 2026 peuvent leur fournir un levier puissant pour pousser le président à prendre leurs revendications plus au sérieux. Pour réaffirmer leur influence, les principaux opposants à l'avortement menacent de réorienter ou de retenir une partie des dizaines de millions de dollars qu'ils ont promis de dépenser pour les élections de mi-mandat et le travail de leurs armées de bénévoles. D'autres envisagent de soutenir des campagnes primaires contre les républicains qu'ils jugent trop laxistes sur la question. Et tant dans leurs déclarations publiques que dans leurs discussions privées avec l'administration, les militants conservateurs s'adressent directement à Trump pour lui faire part de leurs craintes d'une vague bleue... »

PS : « Le mouvement anti-avortement regarde également au-delà de Trump vers ses successeurs potentiels. Plusieurs groupes ont demandé à rencontrer le vice-président JD Vance et le secrétaire d'État Marco Rubio, ainsi que d'autres candidats potentiels à la présidence, notamment plusieurs sénateurs républicains, gouverneurs et riches hommes d'affaires. Bien que ces réunions n'aient pas encore eu lieu, les opposants à l'avortement discutent déjà de la manière de convaincre ces candidats à la présidence de 2028 de s'engager à respecter une « déclaration de principes ». « Le mouvement pro-vie se tourne vers 2028, vers l'avenir du Parti républicain, et [ses membres] craignent que s'ils ne font rien pour montrer qu'ils ont une certaine indépendance — qu'ils ne sont pas seulement un appendice du mouvement MAGA —, ils seront simplement pris pour acquis », a déclaré Patrick Brown, chercheur au Ethics and Public Policy Center, un groupe de réflexion conservateur. « Ils doivent montrer un peu leurs muscles. »...

MNT

Commission Nature Medicine sur la politique de dialyse dans les pays à revenu faible et intermédiaire

... au nom de la Commission Nature Medicine sur la politique de dialyse dans les pays à revenu faible et intermédiaire ; <https://www.nature.com/articles/s41591-025-04084-w>

« Cette commission vise à résoudre les défis actuels en matière de politique de dialyse en Thaïlande et à tirer des enseignements pour la communauté mondiale des néphrologues en s'appuyant sur des données empiriques, une réflexion systémique et une expertise multidisciplinaire afin de définir des objectifs et des recommandations politiques. »

« La demande mondiale en matière de traitement de substitution rénale (TSR) continue d'augmenter, mais l'accès reste limité dans de nombreux pays à revenu faible ou intermédiaire. La Thaïlande est reconnue pour avoir intégré un modèle durable de TSR dans son système de couverture sanitaire universelle grâce à une politique de dialyse péritonéale en premier lieu (« PD-First ») adoptée en 2008. En 2022, cette politique a été révisée afin de permettre aux individus de choisir entre l'hémodialyse et la dialyse péritonéale comme traitement de première intention. L'objectif était d'améliorer le choix des patients et d'éviter des coûts élevés à leur charge, mais cette politique a eu des conséquences imprévues pour le système de santé et les patients. Une

commission a été convoquée afin, d'une part, d'évaluer l'impact du changement de politique et de formuler des recommandations à l'intention du gouvernement thaïlandais et, d'autre part, de tirer des enseignements pour les pays qui s'efforcent d'élargir l'accès équitable à la TRK dans le cadre de la couverture sanitaire universelle nationale. ... »

- Commentaire connexe dans [Nature Medicine – Maintenir les soins liés à l'insuffisance rénale dans le cadre de la couverture sanitaire universelle](#)

NEJM (Perspective) – Le tabac sans fumée et le cancer buccal dans une perspective mondiale

M Parascandola et al ; <https://www.nejm.org/doi/full/10.1056/NEJMp2500631>

« La consommation de tabac sans fumée (ST) est l'un des principaux facteurs contribuant au cancer de la bouche et à la mortalité dans le monde, mais la consommation de ST et le cancer de la bouche sont tous deux évitables. Les interventions cliniques sont essentielles pour réduire le fardeau de la maladie. Les produits du tabac sans fumée sont consommés par plus de 360 millions de personnes dans 140 pays. La grande majorité de ces consommateurs (77 %) se trouvent dans des pays à revenu faible ou intermédiaire (PRFI), en particulier en Asie du Sud-Est. La consommation de tabac sans fumée est particulièrement élevée au Bangladesh, en Inde, au Pakistan et en Papouasie-Nouvelle-Guinée. Et alors que les taux de tabagisme ont diminué dans la plupart des pays au cours des dernières décennies, la consommation de tabac sans fumée a augmenté... ».

« Le tabac à usage oral est classé par le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) comme un cancérogène de groupe 1 chez l'homme. Selon les données du GLOBOCAN (Observatoire mondial du cancer), l'incidence du cancer de la bouche, le principal type de cancer lié au tabac à usage oral, est en augmentation, en particulier dans les pays où la consommation de tabac à usage oral est élevée... La consommation de tabac à usage oral et le cancer de la bouche touchent de manière disproportionnée les PRFI et les populations à faibles revenus et à faible niveau d'éducation. En outre, le pronostic et la survie des patients atteints d'un cancer de la bouche sont disproportionnellement plus mauvais dans les PRFI... ».

Déterminants commerciaux de la santé

Science – Près d'un tiers des recherches publiées sur les réseaux sociaux ont des liens non divulgués avec l'industrie, selon une prépublication

<https://www.science.org/content/article/nearly-third-social-media-research-has-undisclosed-ties-industry-preprint-claims>

« Les études liées à l'industrie étaient également plus susceptibles de se concentrer sur des sujets particuliers, ce qui suggère que ces liens pourraient fausser le domaine. »

Décoloniser la santé mondiale

Pourquoi l'Afrique s'exprime à travers d'autres : ce que la controverse sur le vaccin contre l'hépatite révèle sur l'autorité épistémique

E S Koum Besson ; <https://www.linkedin.com/pulse/why-africa-speaks-through-others-what-hepatitis-koum-besson-qarae/>

Nouvel épisode de cette newsletter recommandée. (*pour en savoir plus sur la controverse autour du vaccin contre l'hépatite, voir ci-dessous : section « Accès aux médicaments, vaccins, etc. »*)

« ... au fur et à mesure que cette histoire se déroule, elle suscite un malaise plus profond, qui va au-delà d'une seule étude. Car **une fois de plus, le public africain découvre la gouvernance de la recherche africaine par le biais du Guardian. Pourquoi la légitimité passe-t-elle toujours par Londres/Washington DC ?...** ... Plus révélateur encore que le rôle des médias étrangers est l'absence d'espaces universitaires et épistémiques africains dans la vie publique de cette controverse... Il n'existe pas de revue africaine largement reconnue, de forum éthique à réponse rapide ou de plateforme continentale où ce débat se déroule publiquement et de manière e et faisant autorité. Les chercheurs africains peuvent très bien participer à l'étude, mais la légitimité épistémique est toujours conférée ailleurs... »

« **La controverse devient « réelle » non pas lorsque les institutions africaines en débattent ouvertement, mais lorsqu'elle est** : rapportée dans les médias occidentaux, débattue par des chercheurs — africains et non africains — en dehors des contextes réglementaires, institutionnels et de responsabilité publique africains ; examinée à travers des prismes éthiques externes, et censée être résolue par des publications dans des revues internationales dont le siège se trouve en dehors du continent... Ce schéma est familier : **les connaissances sur l'Afrique peuvent être produites en Afrique, mais leur légitimité est acquise à l'étranger...** »

Dépendance à l'aide et dignité africaine : les donateurs et les journalistes du secteur de la santé mondiale s'en soucient-ils ?

E S Koum Besson ; <https://www.linkedin.com/pulse/aid-dependency-african-dignity-do-global-health-care-koum-besson-ouo0e/>

« **Pour de nombreux Africains, la dépendance à l'aide est fondamentalement une question de dignité**, c'est-à-dire la capacité de protéger la vie sans attendre des décisions politiques lointaines. C'est le droit à la continuité, à la prévisibilité et au respect de soi. Il s'agit de ne pas faire dépendre la survie des cycles électoraux ailleurs. **Dans l'architecture mondiale du financement de la santé et chez ses porte-parole, les soins prennent souvent une forme différente.** Ils visent à sauver des vies, à prévenir les catastrophes, à démontrer leur impact et à justifier les interventions. Ces préoccupations ne sont pas illégitimes, mais elles donnent lieu à des outils différents, à des objectifs différents et à des récits très différents. Des récits qui mettent l'accent sur les bienfaiteurs plutôt que sur les systèmes, sur l'urgence plutôt que sur la structure, sur le sauvetage plutôt que sur l'autonomie... »

« ... Se soucier véritablement de quelque chose implique plus que la prise de conscience. Cela implique une responsabilité, une responsabilité qui façonne les priorités, les ressources et les actions. Se soucier de la stabilité d'un système (ses sources de financement, ses carrières, sa visibilité et ses indicateurs) n'est pas la même chose que se soucier de la prospérité à long terme des pays concernés par ce système. Dans l'écosystème de l'aide étrangère, les outils et les objectifs sont d'abord conçus pour la responsabilité des donateurs, et non pour la transformation des pays hôtes. **C'est dans cette distinction – entre prendre soin et réconforter le regard du donateur – que le récent reportage de Stephanie Nolen (NYT) devient un miroir critique... »**

« ... Il existe une **différence philosophique** entre : se soucier de la capacité du donateur à contrôler, mesurer et raconter l'aide, et se soucier de la dignité, de l'autonomie et de la viabilité à long terme des pays touchés par les systèmes d'aide... ».

Poursuivez votre lecture.

Accès aux médicaments, vaccins et autres technologies de santé

HPW - Confusion autour de l'« annulation » d'un essai clinique controversé sur l'hépatite B en Guinée-Bissau

<https://healthpolicy-watch.news/confusion-over-cancellation-of-controversial-hepatitis-b-trial-in-guinea-bissau/>

(16 janvier) « Un **essai clinique controversé** sur les effets du vaccin contre l'hépatite B sur les bébés en Guinée-Bissau a été « annulé », selon le Dr Yap Boum des Centres africains pour le contrôle et la prévention des maladies (CDC). Cependant, cette décision a été contestée par le ministère américain de la Santé et des Services sociaux (HHS), qui finance un groupe danois pour mener cette étude, selon le CIDRAP. Un responsable du HHS a déclaré au CIDRAP que **les chercheurs travaillaient toujours sur le protocole de l'étude, ajoutant : « Nous procédons comme prévu. »...** Mais le Dr Boum a déclaré jeudi lors d'une conférence de presse qu'il y avait **des « problèmes éthiques » liés à la conception de l'essai et que le CDC Afrique avait engagé des discussions à ce sujet avec le ministère de la Santé de Guinée-Bissau...**

- Voir aussi [Rolling Stone – Le HHS a accordé une subvention de 1,6 million de dollars à une étude controversée sur les vaccins. Ces e-mails montrent comment cela s'est passé](#)

« Deux chercheurs danois ont été accusés de « pratiques de recherche douteuses » alors que **les personnes nommées par RFK Jr. ont fait de leur étude une « priorité de financement ».**

- [HPW - « Suspendu ou annulé » : le ministre de la Santé de Guinée-Bissau suspend l'essai controversé sur l'hépatite B](#)

(mise à jour d'hier, 22 janvier). « Un **essai controversé** visant à examiner les différents effets du vaccin contre l'hépatite B sur les nouveau-nés en Guinée-Bissau a été « suspendu ou annulé », a

déclaré jeudi le ministre de la Santé du pays, Quinhim Nanthote, lors d'une conférence de presse organisée par les Centres africains pour le contrôle et la prévention des maladies (Africa CDC). Et ce, malgré les récentes déclarations du département américain de la Santé et des Services sociaux (HHS), qui finance l'essai, selon lesquelles celui-ci allait se poursuivre. **M. Nanthote a d'abord déclaré lors de la conférence de presse que le comité d'éthique de son pays n'avait pas encore tenu de réunion au sujet de l'essai, mais il a ensuite déclaré qu'il « ne disposait pas des ressources techniques nécessaires » pour approuver l'essai... ».**

PS : voir également Stat - [La Guinée-Bissau estime que les plans relatifs à l'étude controversée sur les vaccins financée par les États-Unis doivent être réexaminés](#) (22 janvier).

« ... Au cours de la conférence de presse (de l'Africa CDC), Jean Kaseya, directeur général de l'Africa CDC, a souligné à plusieurs reprises que toute autorisation pour des études cliniques devait être accordée par les pays qui les accueilleraient. L'agence continentale envoie des fonctionnaires en Guinée-Bissau pour fournir un soutien technique à l'examen réglementaire et éthique qui doit encore avoir lieu, a déclaré M. Kaseya, mais la décision finale revient à la Guinée-Bissau. »

Et Devex - [La Guinée-Bissau débat toujours de l'essai controversé du vaccin américain contre l'hépatite B](#)

» Le directeur général de la santé publique de Guinée-Bissau a déclaré que le pays examinait toujours la possibilité de poursuivre l'étude.

HPW - Le Parlement européen soutient la loi sur les médicaments essentiels, suscitant des inquiétudes quant à l'approvisionnement en Afrique

<https://healthpolicy-watch.news/eu-parliament-backs-critical-medicines-act/>

« – Le Parlement européen a approuvé mardi la loi européenne sur les médicaments essentiels (CMA) dans le cadre d'une initiative décisive visant à protéger les chaînes d'approvisionnement pharmaceutiques européennes contre les chocs géopolitiques. À une écrasante majorité de 503 voix pour, 57 contre et 108 abstentions, les députés européens ont approuvé une politique industrielle ambitieuse visant à relocaliser la production d'ingrédients actifs (API), de médicaments essentiels et de médicaments indispensables tels que les antibiotiques et l'insuline. Si ce vote marque une étape importante vers la « souveraineté sanitaire » européenne, les détracteurs avertissent que la volonté de l'UE de renforcer la résilience pourrait involontairement épuiser l'approvisionnement mondial, faire grimper les prix des médicaments essentiels et nuire à l'industrie pharmaceutique émergente en Afrique... »

« Amref Health Africa [...] a tiré la sonnette d'alarme concernant le risque que la loi sur les médicaments essentiels perturbe la souveraineté pharmaceutique naissante du continent africain, en soulignant trois risques distincts :

- Les mandats de l'UE visant à constituer des stocks pourraient épuiser les marchés mondiaux dont les approvisionnements sont limités, laissant les pays africains en situation de pénurie.

- Une hausse massive de la demande européenne en API pourrait faire grimper les prix mondiaux des matières premières, rendant les médicaments inabordables dans les pays du Sud.
- En encourageant le « made in Europe », l'UE pourrait involontairement compromettre les efforts visant à créer des pôles de fabrication pharmaceutique en Afrique, une initiative fortement encouragée par l'Union africaine.

Sans coordination, le stockage de l'UE pourrait entraîner un « détournement des approvisionnements », réduisant la disponibilité des médicaments sur les marchés africains, a averti Mbuthia, directeur du financement de la santé à l'Amref... »

PS : « ... Pour les parties prenantes telles qu'Amref, les mois à venir seront décisifs pour voir si le texte final inclut des protections explicites pour l'équité en matière de santé mondiale, ou si la volonté d'autonomie de l'UE se transforme en une politique « Europe d'abord ». « Nous appelons les décideurs politiques européens à veiller à ce que la loi sur les médicaments essentiels favorise la coopération, la transparence et la résilience partagée », a souligné Ralph Achenbach, directeur exécutif de la branche allemande d'Amref Health Africa. Elle devrait être conçue de manière à compléter l'initiative de l'Union africaine pour la souveraineté sanitaire en Afrique, a souligné M. Achenbach, en soutenant la diversification de la production, en investissant dans les capacités de production pharmaceutique sur le continent et en renforçant les mécanismes d'approvisionnement équitables... ».

The Telegraph - Le choléra sévit en Afrique. Une nouvelle génération de vaccins pourrait ralentir sa propagation.

<https://www.telegraph.co.uk/global-health/science-and-disease/new-generation-vaccines-may-slow-surge-cholera-in-africa/>

« Selon les experts, ces **trois vaccins** pourraient rendre la protection plus rapide, plus accessible et plus équitable que jamais. »

« Les experts estiment que les **trois vaccins** – Euvichol-S en Corée du Sud, Hillchol de Bharat Biotech en Inde et Biovac en Afrique du Sud – pourraient contribuer à changer la trajectoire des épidémies de choléra... »

HPW - Les régulateurs européens et américains parviennent à un accord historique sur les principes de l'IA dans le développement de médicaments

<https://healthpolicy-watch.news/eu-and-us-ai-principles/>

« L'Agence européenne des médicaments (EMA) et la Food and Drug Administration (FDA) américaine ont établi conjointement de nouveaux principes relatifs à l'IA dans le développement de médicaments afin de réduire les divergences réglementaires entre les principaux marchés de l'Union européenne et des États-Unis. Les associations industrielles ont salué cet accord historique, car il renforce l'harmonisation entre les régions, mais soulignent que des mesures plus concrètes sont nécessaires... »

« Les technologies d'IA étant de plus en plus intégrées dans la production ou l'analyse de données probantes dans le développement de médicaments, les régulateurs passent de la surveillance à

l'établissement de garde-fous fondés sur des principes afin d'améliorer la responsabilité, l'intégrité et les performances de cette nouvelle technologie. ... **Cet accord devrait avoir un effet significatif sur l'utilisation mondiale de l'IA dans le développement de médicaments, car le poids réglementaire des décisions de l'EMA et de la FDA établit des normes mondiales... »**

TGH – Ancien directeur de Gavi sur le retrait des États-Unis dans le domaine des vaccins

<https://www.thinkglobalhealth.org/article/former-head-of-gavi-on-the-u-s-retreat-from-vaccines>

« Seth Berkley évalue le nouveau calendrier vaccinal américain et ce que le retrait du financement de la vaccination signifie pour la préparation à une pandémie. »

Entre autres, sur le retrait du financement américain de GAVI et son impact sur les vaccins dans les pays à revenu faible et intermédiaire.

Santé planétaire

Actualités de l'ONU - Pour chaque dollar dépensé pour protéger la nature, 30 dollars sont consacrés à sa destruction

<https://news.un.org/en/story/2026/01/1166809>

« Le monde dépense des milliards pour protéger la nature, mais des milliers de milliards sont investis dans des activités commerciales qui nuisent à l'environnement. »

« Jeudi, l'ONU a lancé un appel en faveur d'une réforme financière à grande échelle, considérée comme le moyen le plus efficace de faire évoluer les marchés mondiaux vers un monde meilleur, pour les populations et la planète. Pour chaque dollar investi dans la protection de la nature, 30 dollars sont dépensés pour la détruire. C'est la conclusion principale du rapport *State of Finance for Nature 2026*, qui appelle à un changement politique majeur visant à développer des solutions qui aident le monde naturel tout en soutenant l'économie... »

Project Syndicate – Alors que la diplomatie climatique marque le pas, l'économie avance à grands pas

J McCarthy ; <https://www.project-syndicate.org/commentary/climate-economics-markets-driving-transition-even-as-politicians-fail-by-julie-mccarthy-2026-01>

« Malgré l'impasse politique au sein des pays et lors des sommets mondiaux, le changement climatique et la dégradation écologique créent une dynamique économique indéniable. À mesure que les énergies renouvelables se développent, les combustibles fossiles deviendront encore moins compétitifs ; et à mesure que les écosystèmes se dégradent, les marchés tiendront compte des risques dans leurs prix et récompenseront ceux qui s'adaptent. »

McCarthy affirme : « ... Lorsque l'économie change, la politique finit par suivre... » (espérons simplement que l'économie changera suffisamment tôt pour éviter les pires scénarios).

Guardian – L'ère de la « faillite mondiale de l'eau » est arrivée, selon un rapport de l'ONU

<https://www.theguardian.com/environment/2026/jan/20/era-of-global-water-bankruptcy-is-here-un-report-says>

« Le monde est entré dans une ère de « faillite mondiale de l'eau » qui touche des milliards de personnes, selon un rapport de l'ONU. »

« La surexploitation et la pollution de l'eau doivent être traitées de toute urgence, a déclaré l'auteur principal du rapport, car personne ne sait quand l'ensemble du système pourrait s'effondrer, avec des implications pour la paix et la cohésion sociale. »

« ... Il en résulte un monde dans lequel 75 % de la population vit dans des pays classés comme souffrant d'insécurité hydrique ou d'insécurité hydrique critique, et où 2 milliards de personnes vivent sur des terres qui s'affaissent à mesure que les aquifères souterrains s'épuisent... »

Étude de l'Institut pour l'eau, l'environnement et la santé de l'Université des Nations Unies. « ... Le rapport de l'ONU, qui s'appuie sur un article à paraître dans la revue scientifique **Water Resources Management**, explique comment la croissance démographique, l'urbanisation et la croissance économique ont accru la demande en eau pour l'agriculture, l'industrie, l'énergie et les villes... »

- Connexes : The Guardian – [Une analyse révèle que la moitié des 100 plus grandes villes du monde se trouvent dans des zones soumises à un stress hydrique élevé](#)

Guardian – Les participations de la fondation caritative de Bill Gates dans les entreprises de combustibles fossiles augmentent malgré les déclarations de désinvestissement

<https://www.theguardian.com/environment/2026/jan/19/bill-gates-charity-trusts-holdings-in-fossil-fuel-firms-rise-despite-divestment-claims>

« Selon une analyse, la fondation avait investi 254 millions de dollars dans des entreprises telles que Chevron, BP et Shell en 2024, un record en neuf ans. »

Guardian - Une étude montre que la moitié des émissions mondiales de CO2 proviennent de seulement 32 entreprises du secteur des énergies fossiles

<https://www.theguardian.com/environment/2026/jan/21/carbon-dioxide-co2-emissions-fossil-fuel-firms-study>

Les détracteurs accusent les grandes entreprises de saboter les mesures climatiques, mais affirment que les données sont de plus en plus utilisées pour leur demander des comptes.

« Les producteurs d'énergies fossiles publics représentaient 17 des 20 principaux émetteurs dans le rapport **Carbon Majors**, ce qui, selon les auteurs, souligne les obstacles politiques à la lutte contre le réchauffement climatique. Les 17 entreprises sont contrôlées par des pays qui se sont opposés à la proposition d'élimination progressive des combustibles fossiles lors du sommet climatique **Cop30** de l'ONU en décembre, notamment l'Arabie saoudite, la Russie, la Chine, l'Iran, les Émirats arabes unis et l'Inde. Plus de 80 autres nations avaient soutenu le plan d'élimination progressive... »

Ressources humaines pour la santé

Guardian – La pénurie mondiale de sages-femmes augmente les taux d'interventions obstétricales, selon un rapport

<https://www.theguardian.com/global-development/2026/jan/20/world-shortage-million-midwives-icm-healthcare-mothers-babies-intervention>

« Le monde manque d'un million de sages-femmes, selon un rapport, alors qu'un accès adéquat pourrait sauver 4,3 millions de vies par an. »

« Selon une nouvelle étude, la pénurie mondiale de près d'un million de sages-femmes prive les femmes enceintes des soins de base nécessaires pour prévenir les risques, notamment le décès des mères et des bébés. Près de la moitié de cette pénurie concerne l'Afrique, où neuf femmes sur dix vivent dans un pays qui ne dispose pas d'un nombre suffisant de sages-femmes, ont déclaré les chercheurs... ». Il s'agit d'une étude de la Confédération internationale des sages-femmes (ICM) publiée dans la revue **Women and Birth**.

« ... Pour que toutes les femmes puissent bénéficier de soins sûrs et de qualité avant, pendant et après leur grossesse, 980 000 sages-femmes supplémentaires seraient nécessaires dans 181 pays, selon l'étude. D'après des recherches antérieures, l'accès universel aux soins prodigués par des sages-femmes pourrait prévenir les deux tiers des décès maternels et néonatals et des mortinaiances, sauvant ainsi 4,3 millions de vies par an d'ici 2035. »

PS : « L'ICM a déclaré que le problème ne résidait pas seulement dans le manque de places de formation pour les sages-femmes, mais aussi dans l'incapacité de nombreux pays à employer des sages-femmes qualifiées là où elles étaient nécessaires et à retenir celles qui travaillaient dans les services de santé. »

« ... Plus de 90 % de la pénurie mondiale de sages-femmes concernait les pays à faible et moyen revenu. L'Afrique ne dispose que de 40 % des sages-femmes dont elle a besoin, la Méditerranée orientale seulement 31 % et les Amériques à peine 15 %, ont constaté les chercheurs. Les pénuries étaient beaucoup moins importantes, bien que toujours présentes, dans d'autres régions, notamment en Asie du Sud-Est et en Europe... ».

SRHR

Nature - Le vaccin contre le HPV pourrait aider à protéger les personnes non vaccinées contre le cancer du col de l'utérus

https://www.nature.com/articles/d41586-026-00128-4?utm_source=bluesky&utm_medium=social&utm_campaign=nature&linkId=39622622

« Une baisse des lésions précancéreuses chez les femmes qui n'avaient pas reçu le vaccin **suggère** l'existence d'un « effet de groupe » contre le virus. » Cf. une nouvelle étude en Suède.

Lancet GH (Lettre) - Comprendre la stratégie mondiale de l'OMS pour accélérer l'élimination du cancer du col de l'utérus

V F Defo et al ; [https://www.thelancet.com/journals/langlo/article/PIIS2214-109X\(26\)00004-5/fulltext](https://www.thelancet.com/journals/langlo/article/PIIS2214-109X(26)00004-5/fulltext)

À lire conjointement avec [la réponse des auteurs](#) (par A. Amani et al.)

« Nous **remercions Victoire Fokom Defo et Joël Fokom Domgue pour leur correspondance et nous nous réjouissons de pouvoir clarifier une distinction conceptuelle importante**. Nous convenons que l'élimination du cancer du col de l'utérus au niveau de la population (définie comme une incidence \leq 4 pour 100 000 femmes-années) ne sera pas atteinte d'ici 2030, même dans les scénarios optimistes, compte tenu de la longue histoire naturelle de la maladie. Notre commentaire n'avait pas pour but de suggérer le contraire. **L'horizon 2030 correspond aux objectifs de mise en œuvre de l'OMS :** couverture vaccinale de 90 % contre le papillomavirus humain (HPV) à l'âge de 15 ans, dépistage à 70 % à l'aide de tests hautement performants entre 35 et 45 ans, et traitement de 90 % des femmes chez lesquelles un précancer ou une maladie invasive a été diagnostiqué. **Ces étapes constituent des conditions préalables essentielles pour mettre les pays sur la voie de l'élimination, qui interviendra plusieurs décennies plus tard.** La modélisation comparative montre sans équivoque que la réalisation des objectifs 90-70-90 de l'OMS est nécessaire pour parvenir à l'élimination et à une réduction substantielle de la mortalité au cours de ce siècle. Ces analyses indiquent que tout retard dans la réalisation des objectifs de 2030 entraînerait des millions de cas et de décès évitables dans les régions fortement touchées, soulignant l'importance d'une mise en œuvre rapide... ».

« ... En résumé, l'accent que nous mettons sur 2030 reflète l'importance d'atteindre des seuils opérationnels limités dans le temps qui permettent une élimination à long terme, plutôt que de confondre ces étapes avec le point final épidémiologique. Il est essentiel de maintenir cette distinction pour soutenir l'engagement politique, orienter les investissements et garantir la responsabilité dans l'effort mondial visant à éliminer le cancer du col de l'utérus. »

Plus de rapports et d'articles

Rapport MSF - Les attaques contre les soins médicaux dans les conflits armés atteignent des niveaux records

<https://www.msf.org/attacks-medical-care-armed-conflict-reach-record-levels>

« Les attaques contre les soins médicaux dans les conflits armés ont atteint des niveaux records. Selon un nouveau rapport de Médecins Sans Frontières (MSF), les parties belligérantes, y compris les États, se soustraient de plus en plus à leur obligation, en vertu du droit international humanitaire (DIH), de protéger les patients, les installations médicales, le personnel et les véhicules. Près de dix ans après la résolution 2286 du Conseil de sécurité des Nations unies, qui condamnait les attaques contre les soins de santé et appelait à mettre fin à l'impunité, les États doivent se conformer au DIH, respecter la vie des civils, garantir la responsabilité et renverser la culture de l'impunité. »

Le rapport, intitulé « Les soins médicaux dans le collimateur », s'appuie sur des données issues de bases de données internationales existantes et sur l'expérience de MSF dans les conflits armés. En 2025, le Système de surveillance des attaques contre les soins de santé (SSA) de l'Organisation mondiale de la santé a signalé un total de 1 348 attaques contre des établissements médicaux, qui ont causé la mort de 1 981 personnes. Cela représente une augmentation significative du nombre de décès parmi le personnel médical et les patients dans les zones de conflit, qui a plus que doublé par rapport à 2024 (944 décès). Le Soudan est le pays le plus touché, avec 1 620 personnes tuées, suivi du Myanmar avec 148, de la Palestine avec 125, de la Syrie avec 41 et de l'Ukraine avec 19 personnes tuées... »

Concernant le changement de discours : « Le rapport de MSF met en évidence une baisse inquiétante du respect du droit international humanitaire par les parties belligérantes. Cette tendance est évidente tant dans les données statistiques que dans les déclarations des membres du gouvernement, des responsables militaires et d'autres personnes impliquées dans les conflits armés. « Les parties belligérantes ont changé de discours, passant de celui des « attaques accidentelles » à une justification selon laquelle les installations médicales et le personnel humanitaire ont « perdu leur protection » au titre du droit international humanitaire », explique Erik Laan, expert en plaidoyer chez MSF. « Ce changement reflète souvent une priorité accordée à la nécessité militaire plutôt qu'à l'obligation de protéger les civils et d'atténuer les dommages causés à la population civile. »

Politique de santé - Éditorial pour le numéro spécial Comment les systèmes de santé et la santé contribuent-ils aux objectifs de développement durable ?

L Siciliani, S Greer et al ; <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0168851025003008>

« Ce numéro spécial aborde la question suivante : « Comment les systèmes de santé et la santé contribuent-ils aux objectifs de développement durable ? ». Les ODD fournissent un cadre utile pour examiner un large éventail d'objectifs sociétaux (figure 1). Le numéro spécial contient dix articles documentant les avantages connexes de la santé et des systèmes de santé (ODD 3) sur d'autres ODD : pas de pauvreté (ODD 1), éducation de qualité (ODD 4), égalité entre les sexes (ODD 5), travail décent et croissance économique (ODD 8), réduction des inégalités (ODD 10), consommation et production responsables (ODD 12), action pour le climat (ODD 13) et paix, justice

et institutions efficaces (ODD 16). Deux articles sont consacrés à l'ODD 8 : les résultats sur le marché du travail (ODD 8.5, 8.6) et la croissance économique (ODD 8.1, 8.2). **Un article de synthèse fournit un cadre commun et rassemble les principales conclusions... ».**

Politique de santé - La contribution de la santé et des systèmes de santé aux autres objectifs de développement durable. Aperçu des données disponibles sur les avantages connexes

L Siciliani et al ; <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S016885102500209X>

« **Il existe des preuves des avantages connexes de la santé et des systèmes de santé pour d'autres ODD.** Nous résumons les preuves issues de neuf revues narratives. Nous nous concentrons sur la pauvreté, l'éducation, le travail, la croissance, les inégalités, le climat et les institutions. **Les avantages connexes peuvent renforcer les arguments en faveur de l'investissement dans la santé.** »

Divers

L'OMS renouvelle son engagement en faveur d'un monde sans lèpre, mettant l'accent sur le partenariat et les progrès réalisés à l'approche de la Journée mondiale contre la lèpre

<https://www.who.int/news/item/21-01-2026-who-renews-commitment-to-a-leprosy-free-world--spotlighting-partnership-and-progress-ahead-of-world-leprosy-day/>

« L'accès au traitement de la lèpre est essentiel aux efforts mondiaux visant à éliminer cette maladie, déclare l'Organisation mondiale de la santé (OMS) à l'approche de la Journée mondiale contre la lèpre, qui sera célébrée le 25 janvier... »

Lancet – Hors ligne : Cher Pape Léon XIV, veuillez prendre en considération la santé

R Horton ; [https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736\(26\)00088-7/fulltext](https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736(26)00088-7/fulltext)

Le sujet de la semaine choisi par Horton est assez évident, je suppose :)

« Je l'invite respectueusement à renouveler l'engagement de l'Église à établir un dialogue avec la science et à faire de la santé une préoccupation majeure de son pontificat... »

Gouvernance mondiale de la santé et gouvernance de la santé

Devex - « Guerre civile » au sein d'Oxfam GB alors que le départ du PDG déclenche une révision du conseil d'administration

<https://www.devex.com/news/civil-war-within-oxfam-gb-as-ceo-exit-triggers-board-review-111690>

« La célèbre ONG a vu partir sa PDG Halima Begum, mais aujourd'hui, le conseil d'administration fait l'objet d'une révision et certains membres du personnel sont sceptiques. »

FT - Pékin investit massivement dans le financement de la Belt and Road Initiative pour s'accaparer les ressources mondiales

<https://www.ft.com/content/ab8ef57c-66b6-456b-9c20-e5d8896fa759?utm>

« Les dépenses consacrées au projet d'investissement à l'étranger phare de Xi Jinping ont atteint un niveau record en 2025, selon une nouvelle étude. »

« Le programme phare de financement des infrastructures à l'étranger de la Chine, l'initiative Belt and Road, a augmenté de trois quarts pour atteindre un niveau record de 213,5 milliards de dollars en 2025, Pékin cherchant à tirer parti de l'influence vacillante des États-Unis dans le monde en injectant des fonds dans des projets de développement. Selon une étude menée par l'université australienne Griffith et le Green Finance & Development Center de Shanghai, la forte augmentation des nouveaux investissements et des contrats de construction a été dominée par les mégaprojets gaziers et l'énergie verte. Pékin a signé 350 contrats l'année dernière, contre 293 pour un montant de 122,6 milliards de dollars en 2024. »

« ... Les chiffres de l'année dernière ont porté la valeur cumulée totale des contrats et des investissements de la BRI depuis son lancement à 1 400 milliards de dollars, selon l'étude. »

« La croissance en 2025 a été tirée par des mégaprojets de plusieurs milliards de dollars, notamment un projet de développement gazier en République du Congo mené par Southernpec, le parc industriel Ogidigben Gas Revolution au Nigeria mené par China National Chemical Engineering et une usine pétrochimique dans le nord de Kalimantan, en Indonésie, menée par une coentreprise chinoise entre Tongkun Group et Xinfengming Group... Craig Singleton, directeur principal du programme Chine à la Foundation for Defense of Democracies, un groupe de réflexion basé à Washington, a déclaré qu'une « tendance émergente » était le renforcement de l'engagement de la Chine avec les pays dont les ressources peuvent l'aider à exclure les États-Unis de sa chaîne d'approvisionnement... » « L'engagement de la Chine à l'étranger se concentre de plus en plus sur les secteurs stratégiques qui favorisent l'autosuffisance, la résilience de la chaîne d'approvisionnement et l'intégration technologique », a-t-il déclaré...»

Chercheur en affaires sanitaires - Garantir l'indépendance dans la surveillance sanitaire mondiale — le cadre OPEN

Nina Schwalbe et al ;

<https://academic.oup.com/healthaffairsscholar/article/3/12/qxaf231/8344449?login=true>

Cfr tweet : « De nombreux organismes mondiaux de surveillance sanitaire se décrivent comme « indépendants », mais la signification concrète de cette indépendance reste souvent floue. Dans un nouvel article publié dans Health Affairs Scholar, nous examinons cette question en appliquant un nouveau cadre à trois organismes mondiaux de surveillance sanitaire, montrant comment les conflits d'intérêts, les dépendances financières et les arrangements institutionnels peuvent limiter l'autonomie réelle. ... nous proposons le cadre OPEN, qui décompose l'indépendance en quatre dimensions pratiques : organisationnelle et opérationnelle ; politique ; économique et financière ; connaissances et technique... »

Extrait du résumé : « La crédibilité des mécanismes mondiaux de surveillance sanitaire repose sur leur indépendance perçue. Cependant, la notion d'« indépendance » reste mal définie. [...] Cet article présente les quatre piliers de l'indépendance : opérationnel, politique, économique et technique/connaissances. Il propose ensuite un outil pratique pour évaluer leur application : le « cadre OPEN ». Nous avons testé ce cadre en l'appliquant à trois organismes de surveillance dits indépendants : le Comité de surveillance indépendant de l'Initiative mondiale pour l'éradication de la poliomyélite, le Comité mondial de surveillance de la préparation, un organisme indépendant de surveillance et de responsabilité chargé de garantir la préparation aux crises sanitaires mondiales, et le Comité indépendant de responsabilité pour la santé maternelle, néonatale et infantile. Nos conclusions révèlent que, malgré les intentions d'indépendance, les contraintes pragmatiques et les dépendances compromettent souvent l'autonomie. L'article plaide en faveur d'un passage de l'indépendance rhétorique à l'indépendance opérationnelle en appliquant ce cadre, en identifiant les conflits d'intérêts et en les gérant activement... »

Devex – re PNUD

[Devex](#) ;

« Au cours du week-end, le **Programme des Nations unies pour le développement** a annoncé le transfert de quelque 400 postes de son siège social situé dans le centre de Manhattan vers Bonn, en Allemagne, et Madrid, en Espagne. »

« Cette annonce fait suite à la décision de plusieurs autres agences humanitaires des Nations Unies basées à New York, notamment l'UNICEF, ONU Femmes et le Fonds des Nations Unies pour la population, de **réduire le personnel de leur siège** et d'envoyer des employés à Nairobi, au Kenya, et dans d'autres lieux d'affectation à l'étranger.

Environ 300 des nouveaux postes seront transférés en Allemagne, qui est le plus grand donateur gouvernemental du PNUD, avec un financement de près de 100 millions de dollars en 2024. Cependant, l'Allemagne a récemment imposé des coupes sombres dans son budget d'aide étrangère, reflétant un changement de priorités en faveur de la défense.

Les **100 postes restants seront transférés en Espagne** qui, bien qu'elle ne figure pas parmi les 10 principaux contributeurs, a multiplié par dix son financement du budget de base du PNUD au cours des trois dernières années... ».

Carnegie Endowment for International Peace (article) - The Middle Power Moment

Patrick Stewart ; <https://carnegieendowment.org/research/2026/01/the-middle-power-moment?lang=en>

« Les puissances moyennes ont un rôle important à jouer dans la relance de la coopération internationale à l'aube d'un nouveau monde multipolaire. »

SSM Health Systems - Influence du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale sur les sources nationales de financement de la santé : une étude de cas utilisant des méthodes mixtes au Sénégal

F Federspiel, J Borghi et al ; <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S2949856226000139>

« **L'influence du FMI et de la Banque mondiale sur la politique de financement de la santé au Sénégal a évolué, passant de la promotion du partage des coûts avant 2002 à l'augmentation des dépenses publiques de santé et à l'extension de l'assurance maladie communautaire après 2002.** L'austérité générale du secteur public et la promotion des services de santé privés ont toutefois été maintenues au fil du temps. Dans le cadre de cette influence mixte du FMI et de la Banque mondiale, les dépenses publiques nationales de santé n'ont pas augmenté en termes réels entre 2006 et 2019, et les frais d'utilisation restent la principale source de financement de la santé. **Les seuils généraux fixés par le FMI pour les dépenses du secteur social se sont révélés inefficaces pour augmenter le niveau réel des dépenses publiques de santé, et un seuil spécifique de 10 à 15 % des dépenses publiques générales pourrait être envisagé.** »

World Development - Quand l'aide manque sa cible : objectifs concurrents, nouvelles classifications et mise en œuvre plus intelligente

Axel Dreher ; <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0305750X25002451>

« Les donateurs occidentaux allouent chaque année plus de 200 milliards de dollars américains à l'aide publique au développement (APD), mais une grande partie de ces fonds sert à atteindre des objectifs autres que le développement durable des pays bénéficiaires. **Dans cet article, je soutiens que les objectifs et les utilisations concurrents — notamment les coûts liés aux réfugiés dans les pays donateurs, les intérêts géopolitiques et les liens commerciaux — ainsi que les budgets d'aide gonflés nuisent à la crédibilité de l'APD.** Je plaide ensuite en faveur d'une définition restrictive de l'APD, axée sur le développement, qui exclut l'aide humanitaire et les biens publics mondiaux, et je suggère que le fait de concentrer l'aide au développement sur les infrastructures, l'éducation et la santé — en la subordonnant à un petit nombre de conditions *ex ante* et en la fournissant principalement sous forme d'aide budgétaire dans les démocraties — permettrait de mieux l'aligner sur les priorités des bénéficiaires, de renforcer la responsabilité des gouvernements et de maximiser son impact sur le développement. »

Journal of International Relations & Development - « Nous ne sommes pas assis à la table, mais nous faisons partie de l'écosystème » : les groupes d'engagement et le G7

Par I Bartelt et al. <https://link.springer.com/article/10.1057/s41268-025-00368-3>

Focus sur la présidence allemande du G7 en 2022.

Financement mondial de la santé

BMJ - Éliminer la trypanosomiase humaine africaine : les leçons du Kenya

Yap Boum et al ; <https://www.bmjjournals.org/content/392/bmj.s63>

« La lutte contre les maladies tropicales négligées est efficace, mais nécessite de nouveaux modèles de financement. »

« ... Les progrès réalisés dans l'élimination des MTN sont désormais confrontés au défi des coupes importantes dans le financement mondial de la santé et de la réduction de l'aide publique au développement, ce qui exige de repenser le financement et la mise en œuvre de l'élimination. Le leadership africain est de plus en plus visible : l'Union africaine a réaffirmé son engagement à éliminer les MTN d'ici 2030, et les États membres ont approuvé la déclaration de Kigali, qui appelle à un financement national accru et à une plus grande responsabilité. Plusieurs pays fortement touchés traduisent ces engagements en actions concrètes : le Nigeria a augmenté les budgets fédéraux et étatiques consacrés aux MTN, l'Éthiopie a intégré le financement des MTN dans ses plans nationaux pour le secteur de la santé et le Sénégal a maintenu son financement national pour l'administration massive de médicaments et la surveillance, signalant ainsi un passage progressif de la dépendance vis-à-vis des donateurs vers un financement national. »

À mesure que les ressources externes diminuent, **les capacités croissantes de l'Afrique devraient être reconnues comme des biens publics mondiaux, et la collaboration Sud-Sud devrait s'accélérer.** Les progrès technologiques modifient déjà ce qui est possible sur le plan opérationnel : **les diagnostics** vont désormais des méthodes parasitologiques améliorées et des tests rapides aux outils moléculaires tels que la PCR, la LAMP et la PCR-CRISPR, tandis que **les traitements** sont passés de schémas complexes tels que la thérapie combinée nifurtimox-florfenicol à des options orales plus simples telles que le fexinidazole, avec l'acoziborole à dose unique qui fait son apparition... »

« Pour atteindre les objectifs 2030 de l'OMS en matière de MTN, il faudra un financement national soutenu, un renouvellement des engagements multilatéraux des pays touchés et des partenaires mondiaux, ainsi qu'une nouvelle génération de partenariats équitables entre le monde universitaire, le secteur privé et les institutions de santé publique.

Couverture sanitaire universelle et soins de santé primaires

People's Dispatch - SUS : la déprivatisation est possible – et nécessaire

<https://peoplesdispatch.org/2026/01/15/sus-de-privatization-is-possible-and-necessary/>

« Le chercheur Leonardo Mattos décrit **comment le secteur privé s'infiltre dans le système de santé public au Brésil, fragmentant ainsi la prestation des soins.** »

Plos Digital Health - Interventions numériques en matière de santé pour renforcer les systèmes de soins de santé primaires en Afrique subsaharienne : perspectives de l'Éthiopie, du Ghana et du Zimbabwe

<https://journals.plos.org/digitalhealth/article?id=10.1371/journal.pdig.0000863>

par T Simbini et al.

Préparation et réponse aux pandémies/ Sécurité sanitaire mondiale

Journal of Community Systems for Health - Briser le silence sur l'engagement communautaire dans la prévention, la préparation et la réponse aux pandémies

M Luba, S Abimbola et al ; <https://journals.ub.umu.se/index.php/jcsh/article/view/1260>

« ... l'engagement communautaire dans la prévention, la préparation et la réponse aux pandémies (PPPR) reste étroitement encadré et réduit à la mobilisation sociale, laissant de côté les leçons essentielles tirées des épidémies qui exigent un rôle endogène des communautés dans la gouvernance. **Dans cet article, nous mettons en évidence plusieurs niveaux de « silences » dans la littérature, les politiques et les pratiques dans trois domaines** : des structures d'engagement indéfinies et invisibles, allant des comités communautaires de santé qui font le lien entre les utilisateurs, les dirigeants et les prestataires de services, aux assemblées de district, aux assemblées nationales de santé reliant les unités infranationales et aux mécanismes supranationaux de la société civile ; les asymétries de pouvoir qui positionnent les communautés comme des observateurs symboliques plutôt que comme des partenaires actifs et égaux dont les connaissances locales influencent les décisions, exacerbées par la mainmise des élites, la dépendance financière et l'exclusion des discussions techniques sous prétexte d'incapacité ; et les logiques d'évaluation qui privilégient les résultats en matière de santé plutôt que les facilitateurs de processus tels que le renforcement des capacités, des règles d'inclusion claires, des ressources adéquates, la responsabilité et les facteurs contextuels... »

Lancet Planetary Health (Éditorial) - La biosécurité doit être envisagée dans une perspective plus large pour rester efficace

[https://www.thelancet.com/journals/lanplh/article/PIIS2542-5196\(26\)00002-1/fulltext](https://www.thelancet.com/journals/lanplh/article/PIIS2542-5196(26)00002-1/fulltext)

« L'efficacité des mesures mondiales de biosécurité est mise à mal par les conflits militaires, la fracture des alliances et l'affaiblissement du multilatéralisme. Ses institutions fondamentales, de la Convention sur les armes biologiques au Règlement sanitaire international, ont été façonnées à l'époque d'un monde bipolaire et unipolaire et sont mal adaptées au monde multipolaire contesté d'aujourd'hui. L'accord de l'OMS sur les pandémies, qui vise à remédier aux défaillances mises en évidence par la pandémie de COVID-19, atteindra un moment décisif en 2026, lorsque l'annexe finale sur l'accès aux agents pathogènes et le partage des avantages (PABS) sera présentée à la 79e Assemblée mondiale de la santé. La biologie synthétique basée sur l'IA et l'expansion du pouvoir biotechnologique compliquent ces pressions transformatrices. Le changement climatique amplifie les risques liés à la biosécurité en modifiant l'espace écologique des agents pathogènes et en accélérant leur dynamique. Parallèlement, il affaiblit la capacité de gouvernance, car les modèles historiques deviennent moins fiables pour prédire les menaces biologiques futures. Ensemble, ces forces rendent les modèles de biosécurité existants inadéquats et indiquent la nécessité d'une approche fondée sur l'écologie et l'éthique. Considérer la biosécurité sous l'angle de la santé planétaire permet de déplacer l'attention de la confinement vers les conditions génératrices de risques et vers nos responsabilités envers les écosystèmes et les générations futures.

Conclusion : « Alors que le monde entre dans l'année 2026, la biosécurité mondiale se trouve à un tournant. Même dans un monde fragmenté, la coopération scientifique se poursuit et doit se poursuivre. Lorsqu'un consensus unanime est impossible, des coalitions fondées sur la confiance peuvent favoriser le progrès, comme l'a montré l'adoption de l'accord sur les pandémies. Les agents pathogènes négligés doivent être pris en compte de manière proactive, plutôt que de se fier uniquement aux listes d'agents pathogènes établies. La propagation des maladies animales dans les régions non endémiques nécessite des investissements dans les banques de vaccins, et les stocks de vaccins humains requièrent une attention similaire. Les laboratoires, en particulier dans les pays à revenu faible et intermédiaire, ont besoin d'un soutien soutenu de la part des gouvernements et des bailleurs de fonds internationaux, ainsi que d'investissements accrus dans la santé animale et végétale. Une perspective de santé planétaire fait passer la biosécurité des listes d'agents pathogènes et de la biodéfense nationale à une gouvernance plus coordonnée et consciente de l'IA, qui, selon , vise à protéger les systèmes vivants de la Terre. La biosécurité devrait être intégrée dans la gouvernance climatique, financière, alimentaire, technologique et de la biodiversité. La prochaine décennie déterminera si la biosécurité peut évoluer pour faire face aux perturbations écologiques et aux progrès technologiques... »

Telegraph - Du pangolin bouilli pour le déjeuner ? Le commerce effréné qui pourrait déclencher une nouvelle pandémie

<https://www.telegraph.co.uk/global-health/terror-and-security/laos-illegal-wildlife-trade-pangolin-trafficking-pandemic/>

« Le Laos est devenu une destination clé pour les trafiquants internationaux d'animaux sauvages. Les experts avertissent que cela pourrait libérer un nouvel agent pathogène. »

Nature Medicine - Leçons tirées de la réponse du Rwanda à l'épidémie du virus Marburg

<https://www.nature.com/articles/s41591-025-04163-y>

Par Sabin Nsanzimana, et al.

JIEPH - Dix ans après l'épidémie d'Ebola : leçons, progrès, préparation et réponse en Afrique de l'Ouest

<https://afenet-journal.org/10-37432-jieph-d-25-00222/>

par Virgil Lokossou et al.

Santé planétaire

Actualités sur le changement climatique - Au « Davos de l'exploitation minière », l'Arabie saoudite façonne un nouveau discours sur les minéraux

<https://www.climatechangetnews.com/2026/01/16/at-davos-of-mining-saudi-arabia-shapes-new-narrative-on-minerals/>

« Plus de 100 pays ont participé au Future Minerals Forum à Riyad, plaçant le royaume au cœur des discussions sur les minéraux pour la transition énergétique. »

« Alors que la concurrence pour les ressources naturelles fracture l'ordre mondial, l'Arabie saoudite consolide sa position de centre de gravité des discussions internationales visant à accélérer la production des minéraux dont le monde a besoin pour les énergies propres et les technologies numériques. Les ministres et hauts représentants de plus de 100 pays se sont réunis cette semaine à Riyad pour le Future Minerals Forum, un événement annuel qui est devenu un pilier du calendrier de l'industrie minière depuis son lancement en 2022. Parmi eux figuraient des représentants de tous les pays du G20, dont les États-Unis, l', le Canada, la Chine, l'Allemagne, la France et la Russie, ainsi que des pays africains et latino-américains riches en ressources, a déclaré le gouvernement saoudien. »

PS : « Parallèlement, afin de s'imposer comme une plaque tournante du traitement des minéraux, l'Arabie saoudite cherche à conclure des accords bilatéraux avec des pays en développement, notamment en Afrique, afin de s'assurer l'accès aux ressources qu'elle peut raffiner. ... Néanmoins, Nafi Quarshie, directrice Afrique du Natural Resource Governance Institute, qui a participé au forum, a déclaré à Climate Home News qu'il existait une « tension » entre le projet saoudien de transformation des minéraux et l'ambition des pays africains d'ajouter de la valeur à leurs ressources et de réduire leurs exportations de matières premières. « Il y a une sorte de pression pour que l'Afrique fasse des affaires avec l'Arabie saoudite », a-t-elle déclaré. ... Elle a ajouté qu'il n'était pas encore clair comment les gouvernements africains pourraient garantir que tout accord minier avec l'Arabie saoudite soit avantageux pour les deux parties et contribue à attirer des investissements pour transformer les minéraux en produits à plus forte valeur ajoutée destinés aux technologies propres sur le continent.

PS : « Il y avait peu de représentants de la société civile dans les salles fastueuses du Centre international de conférences King Abdulaziz, tandis que les communautés touchées par les projets miniers n'étaient pas représentées. »

Carbon Brief - L'adoption d'une alimentation « saine » à faible coût pourrait réduire d'un tiers les émissions liées à l'alimentation

Carbon Brief ;

« Selon une nouvelle étude, choisir les options alimentaires saines « les moins chères » pourrait réduire d'un tiers les émissions liées à l'alimentation. En plus de réduire les émissions, les régimes alimentaires composés d'aliments sains et peu coûteux coûteraient environ un tiers du prix d'un régime alimentaire composé des aliments les plus consommés dans chaque pays... ».

« L'étude, publiée dans [Nature Food](#), compare les prix et les émissions associés à 440 produits alimentaires locaux dans 171 pays. »

Guardian - Les scientifiques mettent en garde contre un « changement de régime » alors que les algues prolifèrent dans le monde entier

<https://www.theguardian.com/environment/2026/jan/19/scientists-seaweed-blooms-expand-worldwide-ocean-pollution>

« Une étude établit un lien entre la croissance rapide des macroalgues océaniques et le réchauffement climatique ainsi que la pollution par les nutriments. »

« Les scientifiques ont mis en garde contre un potentiel « changement de régime » dans les océans, car la croissance rapide d'énormes tapis d'algues semble être due au réchauffement climatique et à l'enrichissement excessif des eaux par les ruissellements agricoles et autres polluants... ... Au cours des deux dernières décennies, la prolifération des algues a augmenté de 13,4 % par an dans l'Atlantique tropical et le Pacifique occidental, les augmentations les plus spectaculaires ayant eu lieu après 2008, selon des chercheurs de l'université de Floride du Sud. »

Dans un nouvel article, ils affirment que ce changement pourrait assombrir les eaux en profondeur, modifier leur écologie et leur géochimie, et pourrait également accélérer le dérèglement climatique. Avant 2008, aucune prolifération importante de macroalgues [algues] n'avait été signalée, à l'exception des sargasses dans la mer des Sargasses », a déclaré Chuanmin Hu, professeur d'océanographie à l'USF College of Marine Science et auteur principal de l'article. « À l'échelle mondiale, nous semblons assister à un changement de régime, passant d'un océan pauvre en macroalgues à un océan riche en macroalgues. »

Lancet Planetary Health - Pollution pharmaceutique issue des soins de santé : une stratégie systémique pour atténuer les risques pour la santé publique et environnementale

Kelly Thornber et al ; [https://www.thelancet.com/journals/lanph/article/PIIS2542-5196\(25\)00282-7/fulltext](https://www.thelancet.com/journals/lanph/article/PIIS2542-5196(25)00282-7/fulltext)

« Les produits pharmaceutiques à usage humain sont de plus en plus détectés dans les environnements du monde entier, et les appels internationaux se multiplient pour atténuer les risques écologiques et sanitaires posés par ces nouvelles entités. L'exposition aux polluants pharmaceutiques peut avoir des effets négatifs sur le comportement, la reproduction et la santé de

la faune sauvage, contribuant ainsi au déclin de la santé écologique et à la perte de biodiversité mondiale. Les produits pharmaceutiques présents dans l'environnement contribuent également à l'augmentation des niveaux de résistance aux antimicrobiens, qui constituent une menace majeure pour la santé publique. L'élaboration de stratégies visant à atténuer ces risques pour la santé publique et l'environnement a été fortement limitée par les intérêts divers et souvent contradictoires des parties prenantes et par la nécessité de préserver les avantages majeurs que les produits pharmaceutiques apportent à la santé humaine et à l'économie. **Dans cet article, nous proposons une approche multipartite et systémique permettant aux pays à revenu élevé d'élaborer des stratégies nationales de transformation en matière d'atténuation. »**

Avec une étude de cas au Royaume-Uni.

Covid

BMC Medicine - Déterminants des réponses immunitaires à long terme au SARS-CoV-2 chez les patients asymptomatiques à modérément atteints de COVID-19 en Afrique subsaharienne

<https://link.springer.com/article/10.1186/s12916-025-04607-9>

« Les réponses immunitaires après une infection par le SARS-CoV-2 restent mal caractérisées dans les populations africaines, malgré une transmission virale généralisée et une gravité et une mortalité proportionnellement plus faibles que dans d'autres régions. **Notre objectif était de définir les déterminants et la durabilité de l'immunité humorale et cellulaire en Afrique subsaharienne et d'identifier les corrélats immunitaires de protection contre la réinfection... ».**

Mpox

Telegraph - Une nouvelle étude révèle que le Mpox pourrait se propager de manière asymptomatique, ce qui augmente considérablement sa menace

<https://www.telegraph.co.uk/global-health/science-and-disease/asymptomatic-mpox-more-widespread-than-previous-thought/>

« Les chercheurs affirment que ces résultats sont importants, car ils pourraient modifier la manière dont le virus sera surveillé à l'avenir. **Selon une nouvelle étude, le mpox pourrait se propager plus largement en Afrique qu'on ne le pensait auparavant en raison d'une transmission asymptomatique. »**

« **Une étude menée par l'université de Cambridge** suggère que le **virus anciennement connu sous le nom de variole du singe** pourrait se propager de manière asymptomatique, un phénomène autrefois considéré comme relativement rare. Les chercheurs ont analysé des échantillons sanguins prélevés sur 176 adultes en bonne santé au Nigeria, un pays qui connaît des épidémies intermittentes de variole du singe depuis les années 1970, et dont aucun n'avait d'antécédents d'infection par la variole du singe ou d'exposition connue... »

- Lien : GAVI - [Une variole du singe longue durée ? Des recherches suggèrent que la variole du singe peut causer des problèmes de santé longtemps après la guérison de l'éruption cutanée](#)

« Une étude révèle l'apparition de cicatrices et de problèmes intestinaux, urinaires et sexuels plus d'un an après une infection par le clade II du virus de la variole du singe... »

MNT

O'Neill Institute - Approches juridiques de la prévention des MNT en Afrique : lutter contre les facteurs de risque des MNT par des lois et des politiques encourageant une alimentation saine et l'activité physique

<https://oneill.law.georgetown.edu/publications/legal-approaches-to-ncd-prevention-in-africa/>

« Cet ouvrage collectif vise à combler cette lacune en examinant comment le droit peut être mis à profit pour prévenir les MNT liées à l'alimentation et à la sédentarité en Afrique, dans une perspective interdisciplinaire. En situant la prévention des MNT dans le cadre plus large des discussions sur les droits humains, l'équité et les déterminants commerciaux de la santé, il souligne l'obligation des États de protéger le droit à la santé et les droits connexes, tout en offrant des informations contextuelles et fondées sur des données probantes pour éclairer la réforme des politiques. ... »

Rapport mondial du Lancet – Rendre les soins des MNT accessibles à domicile dans le Tamil Nadu

[https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736\(26\)00135-2/abstract](https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736(26)00135-2/abstract)

« Ce qui a commencé comme une mesure d'urgence pendant la COVID-19 s'est transformé en une initiative à l'échelle de l'État visant à instaurer une couverture sanitaire universelle. Dinesh C Sharma nous rend compte de la situation en Inde. »

Santé mentale et bien-être psychosocial

NYT - La « bible de la psychiatrie » va-t-elle ajouter un diagnostic de psychose post-partum ?

<https://www.nytimes.com/2026/01/20/health/postpartum-psychosis-dsm-diagnosis.html>

« Les responsables du DSM, le manuel psychiatrique le plus influent au monde, sont divisés depuis plus de cinq ans sur la question de savoir s'il faut reconnaître la psychose post-partum comme un trouble distinct. »

Annals of Global Health - Changement climatique et santé mentale en Afrique : une revue exploratoire

<https://annalsofglobalhealth.org/articles/10.5334/aogh.5110>

par Beverly N. Ndifoin et al.

Droits en matière de santé sexuelle et reproductive

SS&M - Type d'installations d'approvisionnement en eau et d'assainissement et risque de violence sexuelle non conjugale : une analyse à plusieurs niveaux dans 31 pays à revenu faible ou intermédiaire

H Chi a et al ; <https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S0277953626000808>

« ... les résultats confirment la nécessité d'étendre les programmes liés à l'eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH), qui peuvent contribuer à la prévention des violences sexuelles et à l'autonomisation des femmes dans les pays à revenu faible et intermédiaire... ».

JMIR - Impacts de la désinformation sur la santé et les droits sexuels et reproductifs dans les espaces numériques sur la protection et la promotion des droits humains : revue exploratoire

Tina D Purna et al ; <https://infodemiology.jmir.org/2025/1/e83747>

« Cette revue exploratoire visait à cartographier et à synthétiser les données disponibles sur les formes, la propagation et les impacts de la désinformation relative à la santé et aux droits sexuels et reproductifs dans les espaces numériques, en mettant particulièrement l'accent sur les implications pour la protection et la promotion des droits humains. »

Selon les auteurs : « La désinformation en ligne sur la santé et les droits sexuels et reproductifs n'est pas seulement trompeuse, c'est aussi une question de droits humains. Elle fausse les choix, alimente la stigmatisation et réduit l'accès aux soins. Notre dernière revue cartographie les données disponibles et appelle à des solutions fondées sur les droits. »

Nature – Les filles entrent plus tôt dans la puberté : pourquoi et quels sont les risques ?

https://www.nature.com/articles/d41586-026-00089-8?utm_source=bluesky&utm_medium=social&utm_campaign=nature&LinkId=40776817

« De plus en plus de filles atteignent la puberté à huit ans ou même avant. Les chercheurs étudient les causes, les conséquences et les mesures à prendre. »

Santé néonatale et infantile

NYT - Une nouvelle étude conclut qu'il n'y a pas de lien entre la prise d'acétaminophène pendant la grossesse et l'autisme

<https://www.nytimes.com/2026/01/16/health/tylenol-autism-acetaminophen-study.html>

« L'étude a examiné plus de trois douzaines d'études et n'a trouvé aucune preuve que l'acétaminophène augmentait le risque de troubles neurodéveloppementaux chez les enfants. »
(lien vers une étude du Lancet)

Accès aux médicaments et aux technologies de santé

Livre - Pharma Monopoly: The Battle for the Future of Medicines

T Amin et al ; <https://www.amazon.ca/Pharma-Monopoly-Battle-Future-Medicines/dp/1509558322>

« **Tahir Amin et Rohit Malpani**, deux figures de proue du mouvement pour l'accès aux médicaments, examinent les origines de ce système de règles qui privilégie les monopoles et le faux dieu de l'innovation au détriment de l'intérêt public et du bien-être humain... »

FT - Les fabricants de médicaments américains menacent de retirer leurs produits du marché européen en raison des prix pratiqués

<https://www.ft.com/content/098813a5-c35f-45b6-b0b4-0bbdea549cce>

« Les laboratoires pharmaceutiques cherchent à compenser leurs pertes de revenus après avoir conclu des accords avec Donald Trump pour réduire les coûts aux États-Unis. »

« **Les laboratoires pharmaceutiques américains intensifient leur campagne en faveur d'une augmentation des prix des médicaments en Europe, menaçant dans certains cas de ne pas fournir de nouveaux médicaments si les législateurs européens refusent.** Le directeur général de Pfizer, **Albert Bourla**, premier dirigeant pharmaceutique à avoir annoncé l'année dernière un accord sur les prix avec le président américain Donald Trump, **a déclaré que cet accord obligeait Pfizer à augmenter ses prix à l'étranger.** « Quand [nous] faisons le calcul, devons-nous réduire le prix américain au niveau français ou cesser de fournir la France ? Nous cesserons d'approvisionner la France », a déclaré M. Bourla aux journalistes **lors de la conférence annuelle JPMorgan sur les soins de santé** cette semaine. « Ils resteront donc sans nouveaux médicaments. Le système nous obligera à ne pas accepter les prix plus bas. »... » **D'autres dirigeants pharmaceutiques ont déclaré lors de la conférence qu'ils envisageaient discrètement de suspendre ou de retarder le lancement de médicaments en Europe... »**

Guardian - Selon des scientifiques, une pensée positive pourrait renforcer la réponse immunitaire aux vaccins

<https://www.theguardian.com/society/2026/jan/19/positive-thinking-could-boost-immune-response-to-vaccines-study-finds>

« **Les personnes qui imaginent des expériences positives produisent davantage d'anticorps, ce qui laisse entrevoir un potentiel clinique futur.** »

« ... Selon des recherches qui mettent en évidence un lien entre l'esprit et les défenses naturelles de notre corps, les pensées positives pourraient renforcer le système immunitaire. **Des scientifiques ont découvert que les personnes qui utilisaient la pensée positive pour stimuler l'activité du système de récompense du cerveau réagissaient mieux à la vaccination, leur système immunitaire produisant plus d'anticorps que les autres après avoir reçu le vaccin.** Ces travaux ne signifient pas que le fait d'être optimiste peut guérir les gens de la maladie, mais **ils suggèrent que des stratégies mentales pourraient aider le système immunitaire à combattre les infections et même à attaquer les tumeurs pour les tenir à distance...** »

Ressources humaines pour la santé

Lancet Primary Care - Préserver la santé de la planète : la contribution des agents de santé communautaires à la stabilité climatique, à l'équité mondiale et à la justice sociale

C J Minton et al. [https://www.thelancet.com/journals/lanprc/article/PIIS3050-5143\(25\)00096-2/fulltext](https://www.thelancet.com/journals/lanprc/article/PIIS3050-5143(25)00096-2/fulltext)

« ... Dans cet article, nous soutenons que les agents de santé communautaires, qui sont des acteurs de confiance, hyperlocaux et présents dans le monde entier, constituent une main-d'œuvre largement négligée dans la lutte contre la crise climatique, alors qu'ils travaillent déjà à l'adaptation au changement climatique et à son atténuation. En intégrant la santé planétaire dans leur champ de compétence, les agents de santé communautaires peuvent relier de manière pratique la santé, la justice et la résilience climatique, offrant ainsi l'une des voies les plus réalisables pour accélérer les progrès. Réorienter ne serait-ce qu'une petite partie des subventions accordées aux énergies fossiles vers le renforcement des agents de santé communautaires afin d'améliorer l'accès à la santé dans le monde pourrait combler le déficit mondial en personnel de santé, réduire les inégalités entre les sexes, corriger les déséquilibres coloniaux et permettre à la fois l'atténuation et l'adaptation au changement climatique afin de garantir un avenir viable pour tous. »

HPW - Comment le préceptorat transforme discrètement les soins maternels et néonatals en Sierra Leone

L Nuwaubians ; <https://healthpolicy-watch.news/how-preceptorship-is-quietly-transforming-maternal-and-newborn-care-in-sierra-leone/>

« Il existe des lacunes dans les compétences cliniques des sages-femmes diplômées et en exercice, comme le souligne le [rapport sur la situation mondiale des sages-femmes \(2021\)](#). Ces lacunes

concernent notamment la capacité à réagir rapidement et efficacement aux urgences obstétricales, à fournir des soins sûrs et attentifs après l'accouchement et à effectuer avec confiance des gestes pratiques essentiels pour sauver des vies. Ces lacunes entraînent des retards dans la reconnaissance des complications, un soutien incohérent pendant le travail ou un manque de confiance dans les procédures critiques, ce qui met des vies en danger. **Des programmes tels que le préceptorat et le mentorat continu sont essentiels pour améliorer la qualité des services prodigués aux mères et aux nouveau-nés. »**

« **Les précepteurs sont des sages-femmes expérimentées qui encadrent et guident les étudiants et les sages-femmes nouvellement diplômées, les aidant à mettre en pratique la théorie et à gagner en confiance au chevet des patients.** Leur rôle va au-delà de la supervision ; ils encouragent l'esprit critique, la compassion et le professionnalisme chez la prochaine génération de professionnels de santé. ... » « **Je considère que le préceptorat contribue à une révolution qui émerge au sein du système de santé de la Sierra Leone et façonne l'avenir de la profession de sage-femme et de la santé maternelle et néonatale.** »

SSM Health Systems - Exploration des dimensions sexospécifiques des défis liés à la rétention du personnel de santé (HWF) et des solutions transformatrices dans trois districts défavorisés du Ghana : une étude qualitative exploratoire

Hotopf & J Raven et al ; <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S2949856226000085>

HP&P - Antécédents professionnels autodéclarés : valeur potentielle de la méthode dans la recherche sur les politiques et les systèmes de santé

<https://academic.oup.com/heapol/advance-article/doi/10.1093/heapol/czaf076/8435292?searchresult=1>

Par Bhaskar Purohit, Peter S Hill et al.

Plos GPH - Coûts et rentabilité des programmes de santé communautaire axés sur la santé reproductive, maternelle, néonatale et infantile dans les pays à revenu faible et intermédiaire (2015-2024) : une revue exploratoire

<https://journals.plos.org/globalpublichealth/article?id=10.1371/journal.pgph.0004893>

par M Miyares et al.

Décoloniser la santé mondiale

Guardian - ActionAid repense le parrainage d'enfants dans le cadre de son plan de « décolonisation » de ses activités

<https://www.theguardian.com/global-development/2026/jan/22/actionaid-rethink-child-sponsorship-decolonise-funding>

« Les nouveaux coprésidents de l'organisation caritative pour le développement annoncent le passage d'un programme controversé de parrainage d'enfants lancé en 1972 à un financement local à long terme. »

« Les programmes de parrainage d'enfants qui permettent aux donateurs de choisir eux-mêmes les enfants qu'ils souhaitent soutenir dans les pays pauvres peuvent avoir des connotations racistes et paternalistes et doivent être transformés, ont déclaré les nouveaux co-directeurs généraux d'ActionAid UK alors qu'ils s'apprêtaient à « décoloniser » le travail de l'organisation... »

Conflit/guerre et santé

BMJ GH – Le développement du programme H3 : un ensemble de services de santé hautement prioritaires pour les interventions humanitaires

A Griekspoor et al ; <https://gh.bmj.com/content/11/1/e020120>

« Les crises humanitaires ont un impact considérable sur la santé des populations touchées, et l'ampleur des besoins humanitaires atteint un niveau historique. Afin de soutenir plus efficacement le nombre croissant de personnes touchées par les crises humanitaires, l'OMS, le Global Health Cluster et les partenaires humanitaires ont pris l'initiative de définir un ensemble de services essentiels à fournir lors d'une intervention humanitaire. Cet article décrit ce processus. »

« ... Le paquet H3 final est organisé en six domaines : les fondements des soins, la santé sexuelle et reproductive, la violence et les blessures, la réadaptation et les soins palliatifs, les maladies transmissibles, et les maladies non transmissibles et la santé mentale. Le paquet complet est disponible en ligne via la plateforme de planification, de prestation et de mise en œuvre des services de l'OMS... »

Divers

Reuters - Les prêts chinois à l'Afrique ont presque diminué de moitié en 2024, pour passer au yuan

[Reuters](#) ;

« Les prêts chinois à l'Afrique ont presque diminué de moitié pour atteindre 2,1 milliards de dollars en 2024, la première baisse annuelle depuis la pandémie de COVID-19, alors que le pays se tourne vers des projets sélectifs et stratégiques, selon les données publiées mercredi par l'université de Boston... »

Articles et rapports

BMJ GH - L'intersection entre les soins d'urgence, les ressources humaines et l'équité en matière de santé : une cartographie comparative des politiques et des systèmes en Australie, au Canada, au Rwanda et en Afrique du Sud

<https://gh.bmjjournals.org/content/11/1/e021349>

Par V Sriram, S Topp et al.

HP&P - La justice à l'interface : renforcer la résilience des communautés et des systèmes de santé grâce à la théorie de l'intersectionnalité

Jen Roux, et al ; <https://academic.oup.com/heapol/advance-article/doi/10.1093/heapol/czag005/8428694?searchresult=1>

« Les approches actuelles de la résilience des systèmes de santé ont tendance à privilégier les résultats au niveau du système (par exemple, la fonctionnalité) tout en négligeant les processus sociaux sous-jacents, les contextes et les interactions chargées de pouvoir qui sont à l'origine de la résilience. Lorsque la résilience communautaire est subsumée sous la résilience des systèmes de santé, sans tenir compte des facteurs contextuels distincts, cela peut conduire à des approches fragmentées ou à des résultats inadaptés qui ne correspondent pas à la résilience des communautés. Par conséquent, les approches en matière de résilience doivent inclure des méthodes supplémentaires qui intègrent l'analyse des structures de pouvoir et du contexte. Nous proposons la théorie de l'intersectionnalité comme prisme méthodologique pour étudier les processus sociaux sous-jacents et les dynamiques de pouvoir qui façonnent les interactions entre la résilience communautaire et la résilience du système de santé... »

Nature Medicine - Charge mondiale de la consommation d'amphétamines, de cannabis, de cocaïne et d'opioïdes dans 204 pays, 1990-2023 : une étude sur la charge mondiale de morbidité

J Kang et al ; <https://www.nature.com/articles/s41591-025-04137-0>

« Les estimations du fardeau mondial de la maladie montrent qu'entre 1990 et 2023, la prévalence et le fardeau des troubles liés à la consommation de drogues, y compris l'amphétamine, le cannabis, la cocaïne et les opioïdes, ont augmenté dans les pays à revenu élevé, en particulier aux États-Unis. »

SS&M - Comment l'homophobie structurelle favorise la propagation des comportements sexuels à risque pour le VIH dans le monde

V Leroy et al ; <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0277953626000845>

« ... Nos résultats suggèrent que l'homophobie structurelle était associée à des comportements sexuels à risque pour le VIH par des voies directes et indirectes. Dans le contexte de la limitation des

comportements sexuels à risque pour le VIH, dans le cadre plus large de la lutte contre l'épidémie de VIH, il est essentiel de donner la priorité à la mise en œuvre de politiques qui éradiquent la violence homophobe et qui défendent les droits des personnes de diversité sexuelle et de genre... ».

Tweets (via X & Bluesky)

BK Titanji

« **L'emprise mortelle des dictateurs gériatriques sur les pays africains se poursuit.** Après le Cameroun, l'Ouganda suit le mouvement. Ces vieillards n'ont aucune vision pour ce continent jeune. Ils ne pensent qu'à eux-mêmes et à rester au pouvoir. »

Aaron Thiery

« **Le changement climatique est là. Nous assistons [aujourd'hui] à des événements qui étaient prévus dans les modèles climatiques pour les années 2050, 2060 et 2070.** »